



# Assemblée générale

Distr. générale  
16 décembre 2014  
Français  
Original : anglais

## Soixante-neuvième session

Point 159 de l'ordre du jour

### Financement de la Mission des Nations Unies au Libéria

## Exécution du budget de la Mission des Nations Unies au Libéria pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014

### Rapport du Secrétaire général

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	5
II. Exécution du mandat . . . . .	5
A. Considérations générales . . . . .	5
B. Utilisation des crédits . . . . .	6
C. Activités d'appui de la mission . . . . .	6
D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional . . . . .	7
E. Partenariats, coordination de l'équipe de pays et missions intégrées . . . . .	9
F. Cadre de budgétisation axée sur les résultats . . . . .	10
III. Exécution du budget . . . . .	67
A. Ressources financières . . . . .	67
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources . . . . .	68
C. Évolution des dépenses mensuelles . . . . .	69
D. Autres recettes et ajustements . . . . .	69
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome . . . . .	70
F. Contributions non budgétisées . . . . .	70



IV. Analyse des écarts . . . . .	71
V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre . . . . .	75

## Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014 et l'objectif de la Mission des Nations Unies au Libéria est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (secteur de la sécurité, état de droit, consolidation de la gouvernance démocratique et appui).

L'exercice considéré a été marqué par l'achèvement de la deuxième phase du processus de réduction des effectifs militaires en trois phases et par le renforcement des unités de police constituées, conformément à la résolution 2066 (2012) du Conseil de sécurité. La Mission a continué d'aider le Gouvernement libérien à systématiser la réforme du secteur de la sécurité et à assurer la planification correspondante afin de renforcer les institutions nationales chargées de la sécurité, ce qui est essentiel pour la poursuite du transfert aux autorités nationales des responsabilités de la Mission en matière de sécurité.

Sur un crédit ouvert de 476 277 000 dollars brut, la Mission a engagé des dépenses d'un montant brut de 447 845 300 dollars, soit un solde inutilisé de 28 431 700 dollars, ce qui représente un taux d'exécution de 94 %.

L'exécution du budget de la Mission fait apparaître une sous-utilisation des crédits au titre des militaires et du personnel de police, imputable essentiellement à des dépenses moins élevées que prévu au titre du transport et du déploiement du matériel appartenant aux contingents et au titre des unités de police constituées en raison du non-déploiement d'une unité; à un taux de vacance effectif pour le personnel recruté sur le plan international supérieur aux prévisions; à des dépenses moindres que prévu au titre des dépenses opérationnelles, tenant principalement à une moindre utilisation des crédits au titre de la location et de l'exploitation des hélicoptères de la Mission, du carburant d'aviation et des installations et infrastructures.

### Exécution du budget : ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	232 331,1	225 184,4	7 146,7	3,1
Personnel civil	123 126,2	118 887,6	4 238,6	3,4
Dépenses opérationnelles	120 819,7	103 773,3	17 046,4	14,1
<b>Montant brut</b>	<b>476 277,0</b>	<b>447 845,3</b>	<b>28 431,7</b>	<b>6,0</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	9 500,4	9 698,9	(198,5)	(2,1)
<b>Montant net</b>	<b>466 776,6</b>	<b>438 146,4</b>	<b>28 630,2</b>	<b>6,1</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	52,8	52,8	—	—
<b>Total</b>	<b>476 329,8</b>	<b>447 898,1</b>	<b>28 431,7</b>	<b>6,0</b>

**Exécution du budget : ressources humaines**

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif approuvé<sup>a</sup></i>	<i>Effectif prévu (moyenne)</i>	<i>Effectif réel (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)<sup>b</sup></i>
Observateurs militaires	133	133	129	3,0
Contingents	5 783	5 529	5 506	0,4
Police des Nations Unies	498	498	463	7,0
Unités de police constituées	1 265	1 265	1 067	15,7
Personnel recruté sur le plan international	486	486	424	12,8
Personnel recruté sur le plan national	954	954	871	8,7
Volontaires des Nations Unies	237	237	212	10,5
Emplois de temporaire <sup>c</sup>				
Personnel recruté sur le plan international	–	–	–	–
Personnel recruté sur le plan national	–	–	–	–
Personnel fourni par les gouvernements	32	32	31	3,1
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–

<sup>a</sup> Niveau maximum de l'effectif autorisé.

<sup>b</sup> Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé/prévu, mois par mois.

<sup>c</sup> Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

## I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Mission des Nations Unies au Libéria pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014, présenté dans le rapport du Secrétaire général du 22 février 2014 (A/67/255), s'élevait à 478 224 000 dollars en chiffres bruts (montant net : 468 661 200 dollars) hors contributions volontaires en nature budgétisées (52 800 dollars). Il correspondait aux effectifs suivants : 133 observateurs militaires, 5 783 membres des contingents, 498 policiers des Nations Unies, 1 265 membres d'unités de police constituées, 32 membres du personnel fourni par les gouvernements, 485 membres du personnel recruté sur le plan international, 954 membres du personnel recruté sur le plan national, dont 69 administrateurs, et 237 Volontaires des Nations Unies.

2. Au paragraphe 63 de son rapport du 30 avril 2014 (A/67/780/Add.12), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 477 550 800 dollars pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014.

3. Dans sa résolution 67/277, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 476 277 000 dollars (montant net : 466 776 600 dollars) aux fins du fonctionnement de la Mission pendant l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

## II. Exécution du mandat

### A. Considérations générales

4. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la MINUL dans sa résolution 1509 (2003) et l'a prorogé dans des résolutions ultérieures. Il a énoncé le mandat de la Mission pour l'exercice considéré dans ses résolutions 2066 (2012) et 2116 (2013).

5. La Mission a pour mandat d'aider le Gouvernement du Libéria à atteindre un objectif général : faire avancer le processus de paix au Libéria.

6. Dans le cadre de cet objectif général, la MINUL a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice considéré, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après, qui présentent les réalisations et les produits par composante (sécurité, état de droit, consolidation de la gouvernance démocratique et appui).

7. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2013/14 effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget (A/67/755). En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

## **B. Utilisation des crédits**

8. Comme il est indiqué dans les cadres de budgétisation axée sur les résultats, présentés à la section F du présent rapport, la Mission a, au cours de la période considérée, continué de travailler à la réalisation des objectifs que lui assigne son mandat, exécutant 139 produits liés à 33 réalisations.

9. Le montant total des dépenses engagées par la Mission au titre de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014 s'élève à 447 845 300 dollars, soit 28 431 700 dollars de moins que le montant des crédits ouverts pour la période par l'Assemblée générale dans sa résolution (476 277 000 dollars).

10. Au cours de la période considérée, conformément au mandat donné par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2066 (2012), la composante militaire de la MINUL a été progressivement réduite. Cette réduction progressive des effectifs s'est accompagnée d'un transfert des responsabilités en matière de sécurité au Gouvernement libérien, avec la mise en place, par la MINUL de concert avec le Gouvernement, de systèmes de contrôle et d'évaluation visant à recenser les insuffisances de moyens et les priorités de réforme dans les secteurs de l'armée, de la justice et de la police.

11. En outre, la MINUL a largement participé au travail d'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme ainsi qu'aux processus de décentralisation et de réconciliation nationale, qui ont connu quelques progrès au cours de la période considérée.

12. L'exécution du budget de la Mission au cours de la période considérée a été influencée par un facteur majeur : l'épidémie de fièvre Ebola qui a éclaté au Libéria au dernier trimestre de la période. Alors que l'épidémie se propageait à tout le pays, la Mission a commencé à prendre un certain nombre de mesures préventives, notamment à éviter les grands rassemblements et à revoir les arrangements de partage des locaux, ce qui n'a pas été sans incidence sur l'exécution de certains éléments du mandat, en particulier les patrouilles et les évaluations sur le terrain. La menace posée par le virus Ebola a empêché la poursuite du travail mené par le Groupe de travail conjoint sur la transition, lequel n'a pas pu se réunir après le mois d'avril. Néanmoins, toutes les tâches liées à la sécurité qui devaient être mises en œuvre au cours de la période considérée ont été menées à bien conformément au calendrier prévu. En revanche, la planification de la troisième phase du processus de réduction des effectifs de la Mission n'a pas encore commencé. Comme on ignore combien de temps va durer l'épidémie d'Ebola, on ne sait pas à ce stade quelle en sera l'incidence sur le processus de transition de la MINUL.

## **C. Activités d'appui de la mission**

13. Au cours de l'exercice 2013/14, la Division de l'appui à la mission de la MINUL a facilité sur le plan logistique la mise en œuvre de la deuxième phase de la réduction progressive des effectifs militaires approuvée par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 2066 (2012) et 2116 (2013). Au total, 1 204 membres des contingents, 220 véhicules et 61 conteneurs maritimes ont été rapatriés. La MINUL a par ailleurs réaligné et repositionné sa force résiduelle, une activité supposant souvent un mouvement complexe entre les contingents qui se retirent et ceux qui se

déploient dans les zones évacuées pour assurer la continuité des capacités militaires et soutenir les autorités nationales. Ces mouvements ont été facilités par les moyens terrestres, aériens et maritimes de la Mission, tandis que les moyens du génie ont servi à remettre en état les camps militaires et en modifier la taille.

14. Dans le cadre de la transition, la MINUL a fermé et remis 10 sites et réduit la taille de deux autres.

15. Dans la continuité de la mise en œuvre des résolutions 2066 (2012) et 2116 (2013) du Conseil de sécurité, une unité de police constituée supplémentaire a rejoint la MINUL en octobre 2013. La Division de l'appui à la mission de la MINUL a aidé à assurer le transport du personnel et des marchandises et mis à disposition un camp en dégagant le secteur et en remettant en état les logements existants du camp de Greenville.

16. Au cours de la période considérée, la Mission a procédé à l'acquisition de 59 véhicules légers de transport de passagers, de 6 camions de vidange et de 9 ambulances. Elle a également reçu 34 véhicules légers de transport de passagers en bon état provenant de la réserve de matériel de l'ONU. Néanmoins, un grand nombre de véhicules ayant dépassé leur durée de vie utile, une part importante du parc de véhicules autorisés de la MINUL continue d'être obsolète et doit être remplacé.

17. En mars 2014, la MINUL a achevé la centralisation des entrepôts de la Section des approvisionnements, de la Section du génie, de la Section des communications et de l'informatique et de la Section des transports. Ont ainsi été regroupées plus de 14 400 marchandises d'une valeur de 43 millions de dollars. Ce regroupement a nécessité de modifier les installations existantes et notamment de prendre des mesures pour renforcer la sécurité (installation de l'éclairage dans les entrepôts et d'une clôture de sécurité). La centralisation de l'entreposage a déjà pour effet d'améliorer la planification des achats en aidant à réduire les stocks excédentaires.

#### **D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional**

18. La coopération entre la MINUL et l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) s'est poursuivie, sous la forme d'échanges d'informations, d'analyses, d'évaluations conjointes des frontières et d'opérations coordonnées avec les homologues nationaux et les équipes de pays des Nations Unies (ces activités ont toutefois dû être suspendues vers la fin de la période considérée en raison de la crise Ebola). Les deux Missions ont également établi une étroite coopération entre leurs composantes civiles et militaires. La MINUL et l'ONUCI ont tenu une réunion consultative à Abidjan en mai 2014 pour discuter de questions stratégiques et opérationnelles et des efforts de coopération en cours et pour se mettre d'accord sur un ensemble de mesures concrètes à prendre dans le cadre des opérations aux frontières.

19. Le premier Conseil conjoint des chefs et des anciens, qui s'est réuni en octobre 2013, a rassemblé 108 anciens et chefs traditionnels et représentants de jeunes et de femmes des communautés frontalières. Un communiqué conjoint a été signé par les représentants des chefs des communautés des deux côtés de la frontière libéro-ivoirienne, visant à promouvoir la paix et la stabilité dans la région et contribuant à

la recherche de solutions durables pour les réfugiés ivoiriens présents au Libéria, notamment à terme leur rapatriement librement consenti en Côte d'Ivoire.

20. Un cadre de concertation sur la coopération entre l'ONUCI et la MINUL a été élaboré et signé en juillet 2014. Ce cadre définit quatre grands domaines de concertation en vue de promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre d'une vision stratégique globale commune et d'un plan de coopération intermissions destiné à soutenir l'action menée par les gouvernements des deux pays pour stabiliser la frontière (opérations de sécurité conjointes et appui correspondant, appui aux mécanismes régionaux, moyens d'alerte rapide pour la prévention et la gestion des crises et initiatives ciblées, et activités de programme intégrées de l'ONU).

21. La MINUL a contribué à l'élaboration de la Stratégie relative à la sécurité des frontières dans l'Union du fleuve Mano, qui a été publiée en octobre 2013. Cette stratégie vise à lutter contre les menaces transfrontières qui pèsent sur la paix et la sécurité et précise comment la vision de l'Union du fleuve Mano, énoncée en 2007, d'une union ouest-africaine sans frontières, solidaire, pacifique et prospère peut se traduire en projets et en mesures tangibles. La MINUL a commencé à mettre au point des stratégies visant à assurer le transfert des opérations de sécurité aux frontières menées par la Mission (opérations Loko, Seskin et Mayo) aux autorités nationales conformément à l'approche de la stratégie du Groupe de la sécurité aux frontières et des mesures de confiance de l'Union du fleuve Mano. L'opération Loko entre le Libéria et la Sierra Leone a été transférée au Bureau de l'immigration et de la naturalisation, à la Police nationale libérienne et aux autorités locales, tandis que l'opération Seskin entre le Libéria et la Guinée l'a été partiellement.

22. Au cours de l'exercice 2013/14, la MINUL et l'ONUCI ont partagé à un avion B-737 sur une base de 60:40 ainsi que trois hélicoptères de patrouille militaires MI-24 sur une base de 50:50. Le B-737 a permis d'assurer la relève des contingents de la MINUL et de l'ONUCI et a également servi à faciliter la relève des contingents du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine et de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, du Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie, de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), moyennant remboursement des coûts.

23. Conformément aux politiques relatives à la coopération entre missions, d'autres moyens aériens de la MINUL ont également été utilisés en réponse à des demandes spécifiques d'autres missions, notamment le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (BINUCSIL) et la MINUSMA.

24. La MINUL a assuré le transport du matériel appartenant aux Nations Unies du BINUCSIL dans le cadre des activités de liquidation de cette mission. À la fin de la liquidation sur le terrain, la MINUL a repris en charge les ultimes opérations relatives à la liquidation, principalement dans le domaine de la comptabilité financière.

25. En janvier 2014, devant la détérioration des conditions de sécurité au Soudan du Sud, la MINUL a dépêché une de ses unités de police constituées auprès de la MINUSS au moyen du B-737.

26. La MINUL a aidé d'autres missions en leur affectant provisoirement 46 membres de son personnel.

### **E. Partenariats, coordination de l'équipe de pays et missions intégrées**

27. Comme l'a demandé le Conseil de sécurité dans sa résolution 2116 (2013), la MINUL et l'équipe de pays des Nations Unies ont réalisé une étude afin de déterminer leurs avantages comparatifs au regard des domaines d'activité de la Mission. D'après les premières conclusions de cette étude, il n'y a généralement pas de chevauchement d'activités, compte tenu des différences fondamentales entre les mandats et les activités des opérations de maintien de la paix et ceux des organismes, fonds et programmes. Les activités sont coordonnées et la complémentarité assurée grâce à la planification intégrée dans le cadre de l'initiative « Unité d'action ».

28. Selon l'étude également, la MINUL dispose d'un avantage comparatif dans le domaine de l'accès à la justice, tandis que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime viennent compléter ces activités grâce à des programmes spécialisés. Le PNUD est mieux à même d'appuyer le processus de décentralisation à long terme, alors que la Mission a une portée géographique et une influence politique plus larges permettant de lancer le processus et de poser les bases de la déconcentration et de la décentralisation. L'appui à la révision de la Constitution est une activité plus limitée dans le temps, qui nécessite le concours politique de la MINUL, tandis que le PNUD apporte ses compétences techniques avec le concours de la Mission. La Mission et l'équipe de pays sont aussi appelées à jouer des rôles complémentaires dans les domaines de l'égalité des sexes et de la gestion des ressources naturelles.

29. Avant que les conclusions de l'étude des avantages comparatifs puissent être validées, la riposte face à l'épidémie de virus Ebola est devenue prioritaire. La MINUL et l'équipe de pays des Nations Unies ont également travaillé en étroite coopération dans ce cadre, tirant parti des capacités et des avantages aussi bien de la Mission que des institutions spécialisées.

30. La mise en œuvre du programme unique des Nations Unies, alignée sur le Programme pour la transformation du Gouvernement, s'est poursuivie pendant toute la période considérée. Un fonds unique a été créé au sein du cadre budgétaire unique. Si le fonds n'a reçu aucune contribution, le programme unique a néanmoins continué d'être financé par différents organismes, fonds et programmes.

31. La MINUL a continué de mettre ses moyens aériens au service de la Banque centrale du Libéria, tandis que les organismes, fonds et programmes des Nations Unies ont continué de tirer parti des vols réguliers assurés par la Mission vers des destinations à l'intérieur et à l'extérieur du Libéria. Des vols spéciaux pour certains organismes ont également été assurés sur demande sur la base du recouvrement des coûts. Parmi les autres services remboursables assurés à l'équipe de pays des Nations Unies, la Mission a notamment fourni du carburant, des locaux à usage de bureaux ainsi que des services informatiques et de communication. Les organismes des Nations Unies ont utilisé le navire de la MINUL pour le transport de marchandises par voie maritime dans la mesure de l'espace disponible.

## **F. Cadre de budgétisation axée sur les résultats**

### **Composante 1 : sécurité**

32. Comme il est indiqué dans le cadre de budgétisation présenté ci-après, conformément à son mandat, la Mission a continué de s'attacher en priorité à maintenir un climat de sécurité stable et à renforcer les moyens dont disposent les autorités nationales pour assumer l'entière responsabilité de la sécurité dans le pays. Le Gouvernement et la Mission ont poursuivi le dialogue qu'ils avaient engagé dans le cadre de la transition des responsabilités en matière de sécurité, notamment à l'occasion des réunions régulières du Groupe de travail conjoint pour la transition. Tous les objectifs associés à la deuxième phase du processus de transition ont été atteints. À la fin de juin 2014, les organismes libériens avaient pris en charge 81 % des tours de garde et assuraient tous les services d'escorte des transports de fonds. Les contingents et les unités de police constituées de la MINUL n'étaient plus présents en permanence dans 4 des 15 comtés du pays.

33. La Mission ayant continué d'axer ses efforts sur le développement des capacités de la Police nationale libérienne dans tous les domaines, elle a renforcé sa coopération avec le Bureau de l'immigration et de la naturalisation en vue d'améliorer la sécurité et la gestion des frontières du Libéria. Des membres de la Police des Nations Unies ont fourni un encadrement aux deux organismes en leur apportant un appui technique et des conseils sur diverses questions de politique et questions opérationnelles. Bien que la MINUL ait continué d'appuyer les efforts de recrutement de la Police nationale, le manque de fonds publics a empêché celle-ci de mener toutes les activités de formation de base prévues. La Mission s'est par ailleurs attachée à régler les problèmes de sécurité dans les établissements pénitentiaires, facilitant l'organisation de formations en cours d'emploi à l'intention des agents pénitentiaires, notamment sur l'utilisation de la force non létale.

34. L'accent a aussi été mis sur le renforcement de l'application du principe de responsabilité dans le secteur de la sécurité, et un dialogue politique de haut niveau a été mené avec le Gouvernement concernant la mise en œuvre des recommandations issues, d'une part, de l'examen des dispositifs de gestion et d'application du principe de responsabilité des services de police et de justice mené en 2013 et, d'autre part, de l'examen de la stratégie de sécurité nationale, toujours en cours. Si aucun organe indépendant n'a encore été chargé de procéder à des examens réguliers du secteur de la sécurité et d'enquêter sur toutes plaintes déposées à l'encontre des entreprises de sécurité, le projet de loi sur la police prévoit néanmoins que ce sera chose faite. La loi sur l'Office de lutte contre la drogue adoptée récemment porte par ailleurs création de structures civiles de contrôle de l'Office.

35. En collaboration avec l'ONUSI, la MINUL a continué de s'employer à resserrer la coopération entre les Gouvernements du Libéria et de la Côte d'Ivoire afin de renforcer la stabilité le long de la frontière entre les deux pays. Elle a notamment fourni des conseils et un appui logistique dans le cadre d'une réunion du Conseil conjoint des chefs et des anciens et de plusieurs autres rencontres organisées entre les autorités locales des deux pays. Les opérations de sécurité transfrontières ont été suspendues au mois de mars en raison de l'épidémie d'Ebola.

---

**Réalisation escomptée 1.1 : Stabilité des conditions de sécurité au Libéria**


---

*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

Aucune violation grave de l'accord de cessez-le-feu (2011/12 : 0; 2012/13 : 0; 2013/14 : 0)

Objectif atteint. Aucune violation de l'accord de cessez-le-feu n'a été commise au cours de la période considérée.

Augmentation du nombre de régions, hors Monrovia, où la Police nationale libérienne ou son unité d'appui sont présentes (2011/12 : 1; 2012/13 : 1; 2013/14 : 3)

Objectif atteint. La Police nationale libérienne ou son unité d'appui ont établi une présence dans les cinq régions hors Monrovia, 217 agents de l'Unité d'appui ayant été déployés à l'extérieur de la capitale.

Diminution du nombre de troubles de l'ordre public que les institutions nationales ne sont pas en mesure de réprimer (2011/12 : 25; 2012/13 : 18; 2013/14 : 6)

Objectif partiellement atteint. Sept incidents nécessitant l'intervention de la MINUL sont survenus au cours de la période considérée (3 dans le comté de Nimba, 1 dans le comté de Sino, 2 dans le comté de Lofa, 1 dans le comté de Bong et 1 dans le comté de Grand Bassa).

*Produits prévus**Produit(s) exécuté(s) :**oui/non ou nombre**Observations*

383 214 jours-homme de patrouilles (13 hommes par patrouille × 5 bataillons × 17 patrouilles par jour × 274 jours et 13 hommes par patrouille × 4 bataillons × 17 patrouilles par jour × 91 jours) : patrouilles pédestres et motorisées (routières et aériennes), appui aux opérations de bouclage et de fouille, activités de maintien de l'ordre public et de protection de personnalités, escorte de convois et inspection des stocks d'armes et de munitions reçus par le Gouvernement

355 940 Le nombre de jours-homme de patrouille a été inférieur aux prévisions en raison de l'épidémie d'Ebola qui s'est déclarée en mars 2014 et de l'annulation d'un certain nombre de patrouilles du fait de mauvaises conditions météorologiques et de la dégradation de l'état des routes.

329 460 jours-hommes de garde de postes fixes (10 hommes par poste × 19 postes par bataillon × 5 bataillons × 274 jours et 10 hommes par poste × 19 postes par bataillon × 4 bataillons × 91 jours) : observation et ensemble des fonctions de garde fixe aux points d'entrée et de sortie des principaux ports, des aéroports et des hélicoptères, aux abords des grands édifices publics, aux points de passage des frontières et au niveau des ponts, carrefours et autres voies d'accès stratégiques

Oui

36 135 jours-homme d'observateurs militaires (11 équipes × 9 personnes par équipe et par jour × 365 jours) chargés de recueillir des informations, d'assurer la liaison avec les organisations non gouvernementales et de renforcer la sécurité aux frontières

34 551 Ce chiffre est inférieur aux prévisions car pendant la première phase de l'épidémie d'Ebola, le nombre de patrouilles a été moins élevé que prévu.

2 185 heures de patrouilles aériennes (Mi-8 : 1 255 heures, Mi-24 : 850 heures, B-1900D : 80 heures) : patrouilles aux frontières; patrouilles pédestres effectuées par des éléments aéroportés; patrouilles de reconnaissance; patrouilles de surveillance maritime; vols spéciaux; instruction des équipages	1 461	Ce chiffre inférieur aux prévisions s'explique par le retrait de 1 bataillon d'infanterie et des moyens facilitants correspondants plus tôt que prévu, entre décembre 2013 et juin 2014.
341 214 jours-homme consacrés au génie (5 compagnies x 10 mois x 5 883 jours consacrés au génie par compagnie et par mois et 4 compagnies x 2 mois x 5 883 jours consacrés au génie par compagnie et par mois) pour prêter appui au Gouvernement libérien : entretien des routes; neutralisation des explosifs et munitions; dragage d'engins non explosés; appui aux travaux de génie; installation et réparation de ponts; réparation de buses; production d'asphalte; réparation et entretien des aérodromes; activités de coopération civilo-militaire	336 690	
145 656 jours-homme de la force d'intervention rapide de réserve (5 bataillons x 84 hommes par bataillon et par jour x 274 jours et 4 bataillons x 84 hommes par bataillon et par jour x 91 jours), envoyée en renfort auprès des unités de police constituées, de la Police des Nations Unies et des unités militaires, en cas de besoin	Oui	
24 090 jours-homme de patrouilles d'observateurs militaires (11 équipes x 3 patrouilles par jour x 2 observateurs par patrouille x 365 jours) : patrouilles aériennes et terrestres chargées de recueillir des informations, d'assurer la liaison avec les populations locales, d'observer les conditions générales au niveau local et de recueillir des informations sur tel ou tel incident	23 100	
Organisation de 24 réunions du Groupe de travail conjoint pour la transition sur la planification et la concrétisation de la transition dans le domaine de la sécurité	12	Seules 12 des 24 réunions prévues se sont tenues en raison de reports par le Gouvernement et de la crise provoquée en mars 2014 par l'épidémie d'Ebola.
Organisation sur 10 semaines, à l'intention de 32 membres des Forces armées du Libéria, de 2 stages de formation spécialisée à la neutralisation des explosifs et munitions conformément aux Normes internationales de la lutte antimines	Oui	3 stages de formation spécialisée à la neutralisation des explosifs et munitions ont été organisés sur 7 semaines à l'intention de 32 membres des Forces armées du Libéria, désormais qualifiés pour exécuter des tâches de déminage de niveau intermédiaire. Après avoir évalué les compétences et les besoins des 32 intéressés, les Forces armées du Libéria et le Service de la lutte antimines ont décidé d'organiser 3 stages de 7 semaines au lieu de 2 stages de 10 semaines (formule standard).

Formation des formateurs consacrée aux programmes de sensibilisation et aux activités de formation et d'information relatives au VIH/sida, organisée à l'intention de 20 membres du personnel de sécurité des Forces armées du Libéria, de la Police nationale libérienne, du Bureau de l'administration pénitentiaire et du Bureau de l'immigration et de la naturalisation

Organisation d'une formation en cours d'emploi à l'intention de 250 agents pénitentiaires de 14 centres de détention dans 15 comtés afin de leur enseigner des techniques de recours à la force non létale

Encadrement de l'Unité d'appui de la Police nationale libérienne grâce au partage de locaux à Monrovia et dans les centres régionaux pour la justice et la sécurité, l'objectif étant d'améliorer ses capacités opérationnelles

Organisation de 1 campagne d'information visant à accroître la confiance du public dans le secteur de la sécurité du Libéria, notamment au moyen de messages concernant le retrait des capacités militaires de la MINUL et la sécurité des frontières, l'amélioration de l'accès à la justice et la défense des droits de l'homme, et la réforme constitutionnelle et la réconciliation nationale diffusés dans le cadre d'une émission radiophonique quotidienne de 45 minutes consacrée à l'actualité intitulée *Coffee Break* (260 émissions pendant l'exercice); de 7 débats radiophoniques hebdomadaires de 1 heure (364 débats pendant l'exercice) (*Crime Watch, Dateline Liberia, Nationwide, Dis Government Ting, Creek Town, Palava Hut et Front Page*); de 8 émissions radiophoniques hebdomadaires de 30 minutes consacrées à la santé et à l'éducation (416 pendant l'exercice) (*You and Your Health, Staying Alive, Let's Talk About Sex, Teen Talk, School Days, Access For All, Campus Link et Putting Yourself Together*); de 2 émissions radiophoniques quotidiennes de 1 heure diffusées 5 jours par semaine et consacrées à l'information et au

Avec l'appui du Service de la lutte antimines, les bénéficiaires ont mené à bien 10 missions sur le terrain.

Oui Des cours de formation des formateurs consacrés aux programmes de sensibilisation et aux activités de formation et d'information ont été dispensés à 20 membres des Forces armées du Libéria, de la Police nationale libérienne et du Bureau de l'immigration et de la naturalisation (8 femmes et 12 hommes).

Oui 231 agents pénitentiaires ont assisté aux formations sur l'utilisation de la force non létale organisées dans 14 établissements pénitentiaires répartis dans 15 comtés; 19 n'ont pas pu y participer.

Oui Des activités conjointes portant notamment sur la maîtrise des foules, la protection des personnalités, la discipline et la chaîne de commandement ont été menées à Monrovia et au centre régional pour la justice et la sécurité de Gbarnga en vue d'améliorer les capacités opérationnelles de la Police nationale libérienne et de son unité d'appui.

5 émissions du programme d'actualités *Coffee Break* (256 pendant l'exercice), 7 débats radiophoniques de 1 heure (332 pendant l'exercice) et 8 émissions radiophoniques hebdomadaires de 30 minutes sur la santé et l'éducation (163 pendant l'exercice) ont été diffusés.

Ces chiffres inférieurs aux prévisions sont dus à la restructuration de la radio de la MINUL et la longueur de la procédure d'appel d'offres lancée en vue du renouvellement des contrats des sous-traitants; 2 émissions radiophoniques quotidiennes de 1 heure consacrées à l'information et aux divertissements (493 pendant l'exercice) et des programmes d'information quotidiens de 10 minutes en anglais et dans les langues locales (3 943 pendant l'exercice) ont été diffusés. Une émission radiophonique hebdomadaire de 15 minutes en français (37 pour l'exercice) et 15 autres émissions radiophoniques en français n'ont pas été produites en raison des difficultés rencontrées pour trouver des invités francophones. Un reportage vidéo

divertissement (520 pendant l'exercice) (*Your Morning* et *Nightshift*); de 15 bulletins d'information quotidiens de 10 minutes diffusés 5 jours par semaine en anglais et dans les langues locales (3 900 pendant l'exercice); de 1 programme radiophonique hebdomadaire de 15 minutes en français (52 pendant l'exercice); de 1 séquence de 3 minutes diffusée à la télévision deux fois par semaine (24 pendant l'exercice); de 1 vidéo de 10 minutes diffusée une fois tous les trois mois (4 pendant l'exercice) sur 4 chaînes de télévision et distribuée dans 150 vidéoclubs; de 40 reportages parus dans la revue *UN Focus* (40 000 pendant l'exercice), publiée tous les trois mois; et de 1 exposition de photographies sur le travail effectué par les organismes de sécurité libériens dans les comtés frontaliers. Tous les contenus sont mis en ligne sur le site Web de la MINUL ainsi que sur des plateformes numériques.

Organisation de 1 campagne d'information à l'appui de 7 initiatives de sensibilisation menées au niveau national et consacrées aux thèmes suivants : recrutement dans la police, notamment le recrutement de femmes (12 présentations faites par 12 groupes de communicateurs traditionnels); prévention de la violence sexuelle et sexuelle; prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles; paix et réconciliation; sécurité routière; prévention du VIH/sida; police de proximité; ces initiatives étant menées dans le cadre de manifestations organisées par 12 communicateurs traditionnels à Monrovia et dans les 15 comtés (19 800 t-shirts, 42 200 prospectus, 13 700 autocollants, 24 800 bracelets, 42 100 affiches, 55 bannières, 5 panneaux d'affichage, 4 annonces vidéo des services publics diffusées à la télévision et dans 150 vidéoclubs et 30 émissions diffusées par la radio de la MINUL et 30 stations locales). Tous les contenus seront mis en ligne sur le site Web officiel de la MINUL ainsi que sur des plateformes numériques

bihebdomadaire (27 pendant l'exercice) a été produit et distribué à 3 chaînes de télévision locales, qui l'ont diffusé tous les trois mois, et à 100 vidéoclubs dans 14 comtés. Une des 4 chaînes de télévision locales a cessé d'exister, et le programme n'a plus été distribué aux vidéoclubs à compter de décembre 2013 en raison de problèmes contractuels. Aucune émission trimestrielle n'a été produite, la priorité ayant été donnée à d'autres activités. Au total, 40 reportages sont parus dans *UN Focus* et *UNMIL Today* (40 000 pendant l'exercice), 1 exposition de photographies a été organisée, 12 photos sont parues dans *UN Focus* et *UNMIL Today*, 4 biographies ont été publiés dans le cadre d'interviews; 4 conférences de presse ont été couvertes et 12 photos de la semaine sont parues.

Tous les contenus ont été mis en ligne sur le site Web de la MINUL ainsi que sur des plateformes numériques.

Oui

---

**Réalisation escomptée 1.2 : Progrès vers un véritable contrôle des frontières du Libéria**


---

*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

Augmentation du nombre d'agents du Bureau de l'immigration et de la naturalisation déployés aux 36 points officiels de passage des frontières (2011/12 : 288; 2012/13 : 638 ; 2013/14 : 888)

Objectif atteint. 339 agents supplémentaires ont été déployés aux 36 points officiels de passage des frontières, ce qui a porté le nombre total d'agents en poste aux frontières à 1 196 (800 hommes et 396 femmes). D'après les données les plus récentes cependant, le nombre réel d'agents durant l'exercice 2012/13 était de 857. Le nombre plus élevé que prévu d'agents formés s'explique par le fait que la nouvelle direction du Bureau a accordé un degré de priorité élevée à la bonne gestion des frontières et à la formation.

Augmentation du nombre d'activités transfrontalières civiles consacrées à l'examen de la stabilisation des frontières, notamment du nombre de rencontres entre les chefs traditionnels et les autorités locales (2011/12 : 0; 2012/13 : 2; 2013/14 : 3)

Objectif atteint. 8 rencontres ont été organisées entre des chefs traditionnels et les autorités locales. La première réunion du Conseil des chefs et des anciens, qui a rassemblé des personnalités libériennes et ivoiriennes, s'est tenue en octobre 2013. En outre, 1 réunion préparatoire sur les activités transfrontières a été organisée. La réunion du Conseil conjoint des chefs et des anciens a servi de tremplin à l'organisation de 6 rencontres entre les populations frontalières des comtés de Nimba, de Grand Gedeh et de Maryland et celles des préfectures et départements ivoiriens voisins (3 dans le comté de Nimba, 2 dans le comté de Grand Gedeh et 1 dans le comté de Maryland), et notamment d'activités sportives visant à promouvoir la paix, comme des matchs de football.

*Produits prévus*

*Produit(s)  
exécuté(s) :  
oui/non  
ou nombre    Observations*

2 340 jours-homme de patrouilles frontalières conjointes (15 hommes par patrouille × 13 patrouilles × 12 mois) aux frontières du Libéria avec la Sierra Leone, la Côte d'Ivoire et la Guinée, pour surveiller le trafic de drogues et d'armes, la traite d'êtres humains, le recrutement transfrontalier de mercenaires et les flux de réfugiés

1 560 Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique par la suspension des opérations Mayo, Loko et Seskin en avril 2014 en raison de l'épidémie d'Ebola. Si les opérations Loko et Seskin ont repris en juin 2014, l'opération Mayo reste suspendue. Toutes les opérations transfrontières ont de nouveau été interrompues en juillet 2014 du fait de l'aggravation de l'épidémie.

Organisation de 52 rencontres avec des hauts responsables du Bureau de l'immigration stationnés dans certains postes frontière stratégiques et dans les centres de commandement régionaux (activités d'encadrement dans les domaines du renforcement des capacités, de la formation, de l'équipement et du déploiement)

Oui Le nombre de rencontres a été plus élevé que prévu (368) car la nomination d'un nouveau directeur à la tête du Bureau de l'immigration et de la naturalisation a donné lieu à un renforcement du dialogue avec la MINUL. Les réunions supplémentaires consacrées aux domaines prioritaires (renforcement des capacités, formation, équipement et déploiement) ont aussi été l'occasion

<p>Encadrement quotidien des agents du Bureau de l'immigration et de la naturalisation concernant la préparation et l'exécution des déploiements nécessaires pour répondre aux besoins du Bureau pendant la période de transition</p>	<p>d'examiner les moyens de développer les capacités en ce qui concerne la gestion de projets et la transversalisation de la problématique hommes-femmes.</p> <p>Oui Des activités d'encadrement quotidiennes portant sur la préparation et l'exécution des déploiements nécessaires pour répondre aux besoins du Bureau pendant la période de transition ont été organisées à l'intention des agents du Bureau de l'immigration et de la naturalisation en poste au siège du Bureau, aux postes frontière stratégiques et dans les centres de commandement.</p>
<p>Conseils sur les moyens de déceler les activités illicites et de coordonner l'action menée par les organismes chargés de la sécurité en vue de faire face aux incidents transfrontières et à la criminalité transnationale, fournis dans le cadre de réunions avec la Cellule libérienne de lutte contre la criminalité transnationale</p>	<p>Oui Dans le cadre de réunions quotidiennes, des mentors installés dans les locaux de la Cellule libérienne de lutte contre la criminalité transnationale lui ont fourni des conseils et un encadrement concernant la détection des activités illicites et la coordination entre organismes de sécurité en vue de l'aider à faire face aux incidents transfrontières et à la criminalité transnationale. En outre, la Cellule a organisé 2 cours sur la gestion intégrée des frontières et les techniques d'intervention policières à l'intention des forces de l'ordre du district de Lofa.</p>
<p>Évaluations semestrielles conjointes avec l'ONUCI en vue de répertorier les éléments armés</p>	<p>Oui Des évaluations de la frontière ont été menées conjointement avec l'ONUCI en février, mai et juin 2014.</p>
<p>Organisation de 12 réunions sur la réduction de la violence à l'échelon local avec la Commission nationale libérienne des armes de petit calibre</p>	<p>9 Nombre de réunions sur la réduction de la violence à l'échelon local tenues avec la Commission nationale libérienne des armes de petit calibre. Les 3 autres réunions mensuelles prévues (avril-juin) ont été annulées en raison de l'épidémie d'Ebola.</p>
<p>Conduite de 6 évaluations sur le terrain visant à déterminer comment les groupes vulnérables sont pris en compte dans les programmes de cohésion sociale et de stabilisation exécutés par les organismes des Nations Unies</p>	<p>4 2 évaluations sur le terrain ont été menées dans le comté de Montserrado par la Commission libérienne pour le rapatriement et la réinstallation des réfugiés et le programme de réinsertion des rapatriés de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en vue de déterminer qui devait bénéficier du programme et de veiller à ce que les jeunes à risque fassent partie des bénéficiaires, 1 mission d'évaluation a été menée dans le Maryland afin de diffuser des informations sur les possibilités de participation civile à la surveillance et à la stabilisation de la sécurité</p>

Conseils opérationnels aux autorités locales libériennes aux fins de l'organisation de 6 rencontres avec leurs homologues ivoiriens sur les questions de frontières

aux frontières, et 1 évaluation des besoins en ce qui concerne la mise en place de structures destinées aux aveugles et aux autres groupes vulnérables a été réalisée par le bureau local de Grand Gedeh. Les autres évaluations prévues ont été suspendues en raison de l'épidémie d'Ebola.

Oui Des conseils et un appui opérationnel ont été fournis aux autorités locales libériennes aux fins de l'organisation de 8 réunions et manifestations avec leurs homologues ivoiriens, à savoir 2 réunions du Conseil des chefs et des anciens (une réunion préparatoire et la réunion elle-même) et 8 réunions entre les communautés frontalières (3 dans le comté de Nimba, 2 dans le comté de Grand Gedeh et 1 dans le comté de Maryland). L'organisation de 2 réunions supplémentaires tient au succès de la réunion du Conseil conjoint des chefs et des anciens.

---

### Réalisation escomptée 1.3 : Renforcement de la responsabilité dans le secteur de la sécurité

---

#### *Indicateurs de succès prévus*

Mise en œuvre de 3 priorités sur les 6 présentées dans la déclaration d'engagements réciproques avec le Libéria (pacte entre le Gouvernement libérien et la Commission de consolidation de la paix) concernant l'application du principe de responsabilité dans le secteur de la sécurité : mise en œuvre de la loi sur la réforme de la sécurité nationale et le renseignement; réforme du Bureau de l'immigration et de la naturalisation; mise en place de mécanismes civils de suivi (2011/12 : 0; 2012/13 : 1; 2013/14 : 3)

#### *Indicateurs de succès effectifs*

S'agissant de ces 3 projets prioritaires, 1 a été mis en œuvre et 2 ne le sont que partiellement. L'intégration du Bureau national libérien des enquêtes et du Ministère de la sécurité nationale à d'autres organismes du secteur de la sécurité a été achevée en mars 2014. Dans le cadre de la réforme du Bureau de l'immigration et de la naturalisation, une étude du service a été réalisée, une politique des structures hiérarchiques élaborée et un système de suivi du comportement professionnel mis en place. Des mécanismes civils de contrôle n'ont pas encore été créés, mais le Parlement examine des textes de loi sur la question. Par ailleurs, le projet de loi sur la police (actuellement examiné par le Cabinet du Président avant d'être soumis au Parlement) prévoit un mécanisme civil de responsabilisation.

Application des 3 dispositions laissées en suspens de la loi sur la réforme de la sécurité nationale et le renseignement adoptée en 2011 : élaboration de la loi sur la police, fusion du Bureau national libérien des enquêtes avec la Police nationale libérienne et création dans chaque comté d'un comité de sécurité à l'échelon du comté et à celui du district (2011/12 : 0; 2012/13 : 1; 2013/14 : 3)

En mai, un projet de loi sur la police a été élaboré et soumis au Cabinet du Président pour examen en attendant d'être présenté au Parlement. La fusion du Bureau national libérien des enquêtes et de la Police nationale étant achevée et les fonctionnaires du Ministère de la sécurité nationale ayant été transférés à l'Agence de sécurité nationale ou mis à la retraite, le Bureau national des enquêtes ainsi que le Ministère de la sécurité nationale ont été supprimés. La création de conseils de sécurité dans les comtés et les districts a été partiellement achevée. Au départ, des conseils de sécurité ont été établis dans 7 des 15 comtés du pays. À la fin de la période considérée, ils se réunissaient régulièrement dans 3 comtés. Des conseils de sécurité ont été créés dans 4 districts de 2 comtés. Le nombre moins élevé que prévu de conseils de sécurité s'explique en grande partie par l'insuffisance du financement et de la formation, ainsi que le manque d'intérêt du Gouvernement.

Adoption de textes de loi fondamentaux pour la réforme du secteur de la sécurité, qui intègrent les normes internationales relatives aux droits de l'homme et à l'égalité des sexes (2011/12 : 0; 2012/13 : 1; 2014/15 : 2)

La loi sur l'Office de lutte contre la drogue a été présentée au Parlement en avril 2014. Le projet de loi sur la police et la loi sur le contrôle des armes à feu, qui tiennent tous deux des questions d'égalité des sexes et des droits de l'homme, attendent d'être soumis au Parlement par le Cabinet du Président.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réunions mensuelles avec le Ministère de la justice et les institutions nationales chargées de la sécurité pour examiner et faciliter l'application de la loi relative à la sécurité nationale et au renseignement	3	Deux réunions ont eu lieu avec la Police nationale libérienne en faveur de l'intégration du Bureau national des enquêtes à la Police nationale et au Bureau de l'immigration et de la naturalisation. Le nombre moins élevé de réunions est dû au fait que l'application de la loi sur la réforme du secteur de la sécurité nationale et du renseignement était presque achevée au début de la période considérée. La seule question en suspens est la mise en place de conseils de sécurité dans les comtés, qui a fait l'objet d'une réunion avec le Gouvernement.
Réunions avec le Ministère de la justice et les institutions nationales chargées de la sécurité, en vue de progresser dans l'application de la législation sur le contrôle des armes et l'élaboration d'un plan de travail pour la Commission nationale libérienne des armes de petit calibre	7	3 réunions ont été organisées avec les institutions nationales chargées de la sécurité, entraînant la mise au point définitive de la législation sur le contrôle des armes à feu, qui doit encore être soumise au Parlement. quatre autres réunions ont eu lieu, qui ont abouti à la mise au point d'un plan de travail pour la Commission nationale des armes légères.

Réunions mensuelles avec le Ministère de la justice et les institutions nationales chargées de la sécurité, en vue de faire avancer le projet de bureau des plaintes civil

5 Il y a eu 5 réunions avec le Ministère de la justice et la Police nationale libérienne en vue d'élaborer de nouvelles dispositions législatives concernant la police, dont une portant sur la création d'un organe civil de contrôle. Il n'y a pas eu de réunion mensuelle car il a été décidé de se concentrer sur la mise en place d'un nouveau cadre juridique régissant l'organe civil de contrôle de la police, actuellement examiné par le Cabinet du Président en attendant d'être soumis au Parlement.

Service de conseils et de coordination du secteur de la sécurité, dans le cadre des réunions mensuelles du Conseil de justice et de sécurité; du Comité directeur mixte pour la consolidation de la paix; et du Programme pour la transformation du Libéria (deuxième stratégie de réduction de la pauvreté 2012-2017)

Oui La MINUL, en la personne du Représentant spécial du Secrétaire général ou du Représentant adjoint, a participé aux réunions du Conseil de justice et de sécurité (1 fois par mois), du Comité directeur mixte pour la consolidation de la paix (tous les 3 mois) et du Programme pour la transformation du Libéria (tous les 3 mois), donnant des conseils de politique générale sur la réforme du secteur de la sécurité et assurant la coordination entre le Gouvernement, les organismes des Nations Unies et la communauté internationale.

Appui au groupe de travail de la société civile sur le secteur de la sécurité libérien, par des réunions bimensuelles de renforcement des capacités et d'échange d'informations, en vue de renforcer la confiance, le suivi et la transparence dans le secteur de la sécurité

5 Cinq réunions ont été organisées avec le groupe de travail sur le secteur de la sécurité nationale pour faire avancer les questions relatives au renforcement de la confiance, du contrôle et de la transparence du secteur de la sécurité; toutefois, les réunions ont été moins nombreuses que prévu du fait de l'intérêt croissant donné aux questions budgétaires alloués au secteur de la sécurité.

Organisation de 6 réunions avec les comités chargés de la sécurité au sein des organes législatifs en vue de promouvoir la confiance dans le secteur de la sécurité, grâce à une surveillance plus efficace du pouvoir législatif et une plus grande transparence de celui-ci

Oui 4 réunions avec la Commission de la défense, du renseignement, de la sécurité et des affaires des anciens combattants et 2 réunions avec la Commission parlementaire de la sécurité nationale ont eu lieu sur le contrôle du secteur de la sécurité et les questions budgétaires, ce qui a permis d'accroître le contrôle du secteur de la sécurité par les organes législatifs, notamment en ce qui concerne la réaffectation des fonds budgétaires afin de mieux appuyer la transition en matière de sécurité.

Organisation de 6 réunions avec le Ministère des finances et les institutions financières internationales en vue de promouvoir la viabilité financière du secteur de la sécurité, ainsi que le suivi des recommandations formulées lors de l'examen 2012 des dépenses publiques pour le secteur de la sécurité

Oui Il y a eu une réunion avec le Ministère des finances sur l'examen des dépenses publiques et 6 réunions du Comité interministériel pour examiner les problèmes de financement du secteur de la sécurité.

Conseils et appui concernant les droits de l'homme dans le cadre de réunions trimestrielles et de séances de travail de la Police nationale libérienne, du Bureau de l'immigration et de la naturalisation et des forces armées du Libéria, en vue de renforcer la formation institutionnelle aux droits de l'homme et d'assurer le suivi du personnel du secteur de la sécurité à cet égard

Oui 5 réunions ont été organisées pour aider la Police nationale libérienne et les forces armées du Libéria dans le cadre de la formation aux droits de l'homme. La MINUL a également facilité 4 sessions de travail de la Police nationale libérienne et 3 sessions de travail des forces armées du Libéria portant sur la suivi et la formation en matière des droits de l'homme.

Conseils sur la tenue des engagements pris en ce qui concerne l'égalité des sexes dans les institutions du secteur de la sécurité, dans le cadre de 4 réunions organisées avec le Ministère de la condition féminine et du développement, diverses organisations non gouvernementales et les institutions du secteur de la sécurité

Oui 10 réunions ont été organisées avec le Ministère de la condition féminine et du développement, la Police nationale libérienne et le Bureau de l'immigration et de la naturalisation et des organisations non gouvernementales sur le renforcement des services chargés de l'égalité des sexes au Bureau de l'immigration et de la naturalisation et de la Police nationale libérienne; l'intégration des femmes dans les institutions du secteur de la sécurité; le recrutement de femmes dans les comtés sous le vent dans la Police nationale libérienne et les forces armées du Libéria; l'évaluation des disparités entre les sexes dans le secteur de la sécurité; l'évaluation des moyens du service chargé de l'égalité des sexes de la Police nationale libérienne; et la mise au point d'un programme de recrutement, de fidélisation et de promotion des femmes dans les institutions du secteur de la sécurité.

---

**Réalisation escomptée 1.4** : Amélioration des capacités de la Police nationale libérienne de réprimer la criminalité et de maintenir l'ordre public à l'échelle du pays

---

*Indicateurs de succès prévus*

Augmentation du nombre d'agents de la Police nationale libérienne entraînés, équipés et déployés (2011/12 : 4 371; 2012/13 : 4 971; 2013/14 : 5 571)

*Indicateurs de succès effectifs*

En comptant les 291 nouveaux policiers formés, équipés et déployés au cours de la période considérée, le nombre total de policiers formés, équipés et déployés est passé à 4 846 agents. D'après des données récentes, il y avait 4 555 agents pendant l'exercice 2012/13. Une seule promotion de « nouvelles recrues », et non les deux prévues, a suivi une formation de base à l'École de formation de la police nationale, en raison des problèmes financiers du Gouvernement libérien.

Augmentation du nombre d'agents de l'Unité d'appui de la police de la Police nationale libérienne qui sont entraînés, équipés et déployés (2011/12 : 785; 2012/13 : 785; 2013/14 : 1 100)

En comptant les 220 nouveaux agents formés, équipés et déployés au cours de la période considérée, le nombre total d'agents de l'Unité d'appui de la Police nationale libérienne formés, équipés et déployés est passé à 1 005 membres. Une formation prévue a été reportée en attendant de trouver des candidats qualifiés au sein de la Police nationale libérienne.

Augmentation du nombre d'agents de la Police nationale libérienne entraînés, équipés et déployés dans des comtés autres que le comté de Montserrado (Monrovia) (2011/12 : 1 178; 2012/13 : 1 378; 2013/14 : 1 578)

Au 30 juin 2014, 991 agents de la Police nationale libérienne avaient été formés, recrutés et déployés dans des comtés autres que le comté de Montserrado (Monrovia). Il y a eu moins d'agents formés que prévu car la formation de base des recrues a commencé en retard, du fait de contraintes budgétaires et du déploiement à Monrovia de la promotion 42 pour appuyer l'action menée contre l'épidémie d'Ébola.

Augmentation du pourcentage de femmes dans la Police nationale libérienne (2011/12 : 20 %; 2012/13 : 17,38 %; 2013/14 : 19,5 %)

Au 30 juin 2014, les femmes comptaient pour 18 % dans la Police nationale libérienne.

Augmentation du pourcentage de femmes à des postes de haut niveau ou de commandement dans la Police nationale libérienne (2011/12 : 7,5 %; 2012/13 : 10 %; 2013/14 : 13 %)

À la fin de la période considérée, 6 % de femmes étaient à des postes de rang supérieur ou de commandement dans la Police nationale libérienne. En baisse, ce pourcentage représente le nombre de femmes qualifiées et expérimentées dans la Police nationale libérienne qui peuvent prétendre à une promotion. Un programme d'encadrement et de formation ciblé d'agents de sexe féminin est mis en place afin d'atteindre plus facilement l'objectif fixé.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui/non</i> <i>ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Conseils dispensés quotidiennement à l'École de formation de la police libérienne au sujet du recrutement des agents de police, de l'administration et de la gestion de l'École, et organisation d'activités de formation sur le terrain ainsi que de formation spécialisée, en vue de répondre aux besoins de la période de transition	Oui	Des activités ont été menées tous les jours à l'École de formation de la police libérienne liées au recrutement des agents de police, à l'administration et à la gestion de l'École, et à la formation sur le terrain ainsi qu'à la formation spécialisée, en vue de répondre aux besoins de la période de transition.
Patrouilles nocturnes d'équipes communes d'agents des unités de police constituées et d'agents de la police nationale à Monrovia et, si besoin, dans les comtés	Oui	3 158 des patrouilles de nuit conjointes ont été entreprises par les unités de police constituées et la police nationale à Monrovia et dans les comtés.
Conseils et encadrement à l'intention de la police nationale et du Bureau de l'immigration et de la naturalisation sur des projets de développement des infrastructures et des projets de logistique financés par des donateurs	Oui	Des séances consultatives et d'encadrement ont eu lieu avec la Police nationale libérienne et le Bureau de l'immigration et de la naturalisation concernant des projets à effet rapide et des projets financés par le PNUD.

Appui stratégique et technique à la Police nationale, au titre d'un encadrement pour la formulation et la mise en œuvre de stratégies de déploiement qui permettront de répondre aux besoins pendant la période de transition

Oui Par le partage des bureaux et l'encadrement, un appui stratégique et technique a été fourni à la Police nationale du Libéria pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies visant à répondre aux besoins de la transition.

Conseils stratégiques, grâce au partage quotidien de locaux avec les hauts dirigeants et hauts commandants de la Police nationale, concernant la planification de la transition et du développement; la planification opérationnelle; l'administration de la police, notamment la gestion des ressources humaines, les finances et la logistique; les enquêtes criminelles; l'information du public; et la surveillance policière de proximité

Oui Grâce au partage quotidien de locaux avec les hauts dirigeants et hauts commandants de la police nationale, des conseils stratégiques ont été fournis, concernant la planification de la transition et du développement; la planification opérationnelle; l'administration de la police, notamment la gestion des ressources humaines, les finances et la logistique; les enquêtes criminelles; l'information; et la police de proximité.

Conseils sur l'administration, les enquêtes criminelles et la supervision des fonctions de commandement, dispensés à la Police nationale grâce à un partage de locaux

Oui Les agents de la Police nationale dans les zones, les stations de police, les commissariats de comté dans les régions et à la base d'opération de Monrovia ont, grâce au partage des locaux, reçu un encadrement dans les domaines de l'égalité des sexes, de la police de proximité et des relations avec la population locale. Ils ont également reçu des conseils sur les fonctions de supervision et de commandement ainsi qu'un appui au titre des enquêtes.

Conseils dispensés à la Police nationale dans les domaines de l'égalité des sexes, de la police de proximité et des relations avec la population locale dans les antennes et stations de police et aux quartiers-généraux de la police de comté, grâce à un encadrement et un partage de locaux

## Composante 2 : état de droit

36. Comme l'indiquent les tableaux ci-dessous, la MINUL a continué de s'employer à renforcer les capacités nationales dans le secteur de l'état de droit, y compris dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle a continué de fournir une assistance technique à la Commission nationale indépendante des droits de l'homme afin de lui permettre de mettre en œuvre le plan d'action national en faveur des droits de l'homme, de donner suite aux recommandations issues de l'examen périodique universel et de préparer le prochain examen périodique universel en 2015. Elle a poursuivi sa collaboration avec la Commission afin de développer ses capacités de contrôle et renforcer son engagement auprès de la société civile, plus particulièrement dans le cadre du Programme « Palava Hut » (la case à palabres) et du processus d'examen de la Constitution. Elle a également fourni des conseils et un appui technique à la Commission nationale des personnes handicapées et aux organisations de la société civile concernant l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie nationale sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées. En outre, elle a continué de fournir un appui technique en vue d'intégrer la formation et la surveillance en matière des droits de l'homme aux mécanismes de responsabilisation de la Police nationale libérienne et des Forces armées du Libéria.

37. Une importance particulière a également été accordée au renforcement du processus de réforme législative et du cadre réglementaire, notamment par la formation, l'encadrement et les conseils juridiques fournis à la Commission de la réforme législative, au Ministère de la justice, au Parlement et au Comité d'examen de la constitution. Un échange de vues sur le processus d'élaboration des lois, qui a réuni les parties prenantes concernées, a reçu l'appui de la MINUL et débouché sur des engagements concrets pour améliorer la coordination entre les acteurs. La Mission a également apporté un appui technique pour l'élaboration des textes de loi, tels que les nouvelles lois relatives à l'élargissement de la compétence juridictionnelle des tribunaux et le projet de loi sur le pétrole. En outre, elle a continué de participer activement à des initiatives sectorielles, comme le programme commun sur la violence sexuelle et sexiste et le groupe de travail sur la justice pour mineurs, ce qui a permis de lancer les directives en matière de déjudiciarisation concernant les mineurs.

38. La MINUL a continué d'appuyer le renforcement des systèmes juridique et judiciaire du pays, avec un renforcement ciblé des capacités pour l'enregistrement des données et l'exécution d'un projet pilote sur la réduction de la durée de la détention provisoire. Elle a aidé ses partenaires à mettre en œuvre certaines des recommandations issues de l'examen de 2013 concernant les mécanismes de contrôle et de responsabilisation de la Police nationale, les poursuites et la magistrature, et les résolutions de la Conférence nationale de 2013 sur la justice pénale, qui a défini 17 domaines critiques liés à la réforme de la justice, au renforcement des capacités et à l'élaboration des politiques.

39. Un appui important a été fourni pour le renforcement des capacités de la Police nationale libérienne et du Bureau de l'immigration et de la naturalisation, dans le cadre de leurs plans stratégiques respectifs. Le plan stratégique de la Police nationale s'achevant en 2013, la Mission a aidé celle-ci à faire une évaluation de ses moyens au niveau national afin de faire le point et de définir les domaines qui ont le plus besoin d'un appui. Cette évaluation a abouti à la mise au point d'un nouveau plan stratégique pour la Police nationale libérienne. Une évaluation du même genre est prévue pour le Bureau de l'immigration et de la naturalisation, dont le plan stratégique devait arriver à terme à la fin de 2014.

40. La Mission a continué de fournir un appui important au Bureau de l'administration pénitentiaire en offrant un encadrement quotidien dans les établissements pénitentiaires et en l'aidant à mettre en œuvre son plan stratégique, notamment l'organisation d'activités de formation et l'élaboration de listes de vérification des tâches dans le cadre du retrait progressif de la MINUL. La MINUL a également apporté un appui au titre du recrutement et de la formation des nouveaux membres du personnel du Bureau, et du renforcement des capacités internes de planification stratégique, ce qui a abouti à la mise au point par le Bureau d'un nouveau plan stratégique.

41. Dans le cadre de son appui continu à la décentralisation des services de la justice et de la sécurité, la MINUL a continué d'appuyer la mise en place à titre expérimental du pôle de justice et de sécurité de Gbarnga, dans le comté de Bong, et fourni des conseils techniques pour la planification des deuxième et troisième pôles régionaux de justice et de sécurité, dans les comtés de Maryland et de Grand Gedeh, respectivement. Ainsi, le processus de planification tiendrait compte de l'expérience acquise dans le cadre du projet pilote, notamment l'importance accrue accordée à la

prestation de services. Au cours de la période considérée, la construction et la remise en état des infrastructures de la justice et de la sécurité, et l'appui à la formation, par exemple des membres du système judiciaire, aux nouvelles lois élargissant la compétence des tribunaux d'instance, ont reçu un appui substantiel grâce aux projets à effet rapide de la MINUL.

---

**Réalisation escomptée 2.1** : Renforcement des capacités des institutions libériennes chargées d'assurer le respect de l'état de droit

---

*Indicateurs de succès prévus*

*Indicateurs de succès effectifs*

Augmentation du nombre de comtés dans lesquels le système standardisé de tenue des registres judiciaires a été mis en place (2011/12 : 0; 2012/13 : 0; 2013/14 : 4)

Objectif atteint. Le système standardisé de tenue de registres a été mis en œuvre dans 9 comtés. Le nombre de comtés plus élevé que prévu s'explique par la tenue de stages de formation par région et la mise à disposition plus tôt que prévu de financements du Fonds d'affectation spéciale de la justice et de la sécurité pour l'achat de matériel de tenue des registres.

Augmentation du nombre d'agents de l'administration pénitentiaire ayant reçu une formation (2011/12 : 259; 2012/13 : 270; 2013/14 : 330)

69 recrues de l'administration pénitentiaire, dont 15 femmes, ont suivi une formation à l'arrivée de cinq mois, à compter de juin 2014. L'objectif fixé de 330 agents devait être atteint à la fin de la formation de ces 69 recrues en novembre 2014. La formation a pris du retard en raison de l'absence de locaux de formation à l'École nationale de police; le Ministère de la défense a dû proposer de mettre à disposition des locaux à l'École des Forces armées du Libéria.

Augmentation du nombre de projets du plan stratégique de la Police nationale libérienne menés à bien (2011/12 : 18; 2012/13 : 60; 2013/14 : 75)

57 projets du plan stratégique de la Police nationale libérienne ont été menés à bien. Les projets exécutés ont été moins nombreux que prévu car les projets restants ont été suspendus dans l'attente de l'achèvement d'une évaluation de référence de la Police nationale libérienne effectuée par la Police nationale libérienne et la MINUL. Sur la base des recommandations formulées dans cette évaluation, un certain nombre de projets en suspens ont été pris en compte dans le cadre de développement commun (plan de renforcement des capacités de la Police nationale du Libéria établi d'un commun accord), qui est aligné sur le nouveau plan stratégique triennal (2014-17) de la Police nationale.

Augmentation du nombre de projets du plan stratégique du Bureau de l'immigration et de la naturalisation menés à bien (2011/12 : 0; 2012/13 : 22; 2013/14 : 25)

16 projets supplémentaires ont été achevés, ce qui porte à 38 le nombre total de projets menés à bien. L'augmentation du nombre de projets exécutés s'explique par le changement de direction au Bureau de l'immigration et de la naturalisation, qui a conduit à la création d'une équipe de gestion de projet chargée de surveiller la mise en œuvre des projets.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture de conseils stratégiques et d'une assistance technique à la Commission de la réforme législative, aux Ministères de la justice, de l'égalité des sexes et de l'intérieur, au Parlement et à l'Ordre libérien des avocats en matière de rédaction de textes législatifs et de réforme de la législation, notamment en vue de la prise en compte de la problématique hommes-femmes, dans le cadre de réunions mensuelles et d'activités d'encadrement et grâce à l'installation de conseillers dans leurs bureaux	Oui	Des conseils ont été fournis au Parlement (3 réunions), à la Commission de la réforme législative (7 réunions), aux magistrats (1 réunion), au Ministère de la justice (10 réunions), au Ministère de l'égalité des sexes et du développement (5 réunions), au Ministère de l'intérieur (3 réunions) et à l'Ordre des avocats (3 réunions), sur la réforme du droit (législation visant à élargir la compétence des tribunaux d'instance, la réforme des tribunaux avec jury et du prononcé de la peine) et la rédaction de textes législatifs (projet de loi sur la police, contrôle des armes à feu, projet de loi sur les collectivités locales, et projet de loi sur la violence familiale).
Fourniture de conseils sur la conception et la mise en œuvre de programmes de formation tenant compte de la problématique hommes-femmes, dans le cadre de 12 réunions avec l'Institut judiciaire et l'École nationale de police	9	9 réunions ont été tenues avec l'Institut judiciaire et l'École de formation de la Police nationale au sujet de la conception d'un programme d'études tenant compte de l'égalité des sexes destiné à la formation des magistrats et des nouvelles lois élargissant la compétence des tribunaux de première instance. Le Directeur exécutif par intérim de l'Institut d'études judiciaires s'étant absenté pendant une partie de la période considérée, 3 des 12 réunions prévues n'ont pas eu lieu. Cependant, le contenu des réunions a été ajusté pour couvrir l'élaboration des programmes de formation et les problèmes d'exécution du plan de formation.
Création de bases de données sur les effectifs et les ressources, dans le cadre de 24 réunions avec le Ministère de la justice et les services judiciaires	Non	Aucune réunion n'a été organisée en raison de la suspension du Ministre de la justice pendant 6 mois et le déménagement du Ministère qui a pris deux mois. La MINUL a commencé la constitution de la base de données sur les ressources pour le compte du Ministère de la justice en octobre 2013, mais a pris du retard du fait de l'épidémie à Virus Ébola. En juillet 2013, elle a remis au Ministère de la justice la base de données sur les effectifs.

Mise en place de systèmes de tenue des registres et de gestion des dossiers et formation et encadrement de 122 fonctionnaires du Ministère de la justice et 96 membres du personnel judiciaire pour leur apprendre à utiliser les nouveaux systèmes, dans le cadre de 12 réunions avec le Ministère de la justice et les services judiciaires

Non La mise au point d'un système automatisé de gestion des dossiers n'a pas été achevée au cours de la période considérée en raison de défaillances de la version expérimentale du système. Ce système devrait pouvoir être mis en service au cours de la période couverte par le prochain rapport. Le système de tenue des registres a été mis en service en décembre 2013 et la formation a été menée à bien dans huit comtés, à l'intention de 84 membres des services judiciaires, dont 7 femmes. Il y a eu moins de fonctionnaires formés car tous ne s'étaient pas présentés. L'encadrement concernant l'utilisation du système de tenue des registres débutera en juillet 2015 après l'achèvement en mars 2015 d'une évaluation du système menée auprès des services judiciaires. La formation des fonctionnaires du Ministère de la justice se fera une fois que le nouveau système de tenue des registres sera mis en service au cours de l'exercice 2014/15.

Suivi quotidien du travail des institutions juridiques et judiciaires, recueil et analyse de données, recensement des lacunes juridiques et judiciaires à combler (notamment en ce qui concerne les violences sexuelles et sexistes), et établissement de rapports trimestriels communiqués au Gouvernement aux fins de l'élaboration de politiques

Oui Les institutions juridiques et judiciaires ont fait l'objet d'un suivi quotidien, en particulier en ce qui concerne la violence sexuelle et sexuelle, la détention provisoire, l'absentéisme des spécialistes des affaires judiciaires et les affaires très médiatisées ayant des conséquences pour la paix et la sécurité. Des données ont été recueillies et analysées et la MINUL a publié des rapports trimestriels dont elle a fait une synthèse pour établir une évaluation finale des tribunaux de circuit pour l'exercice 2013/2014.

Encadrement quotidien de la Police nationale libérienne et du Bureau de l'immigration et de la naturalisation pour aider ces institutions à mettre en œuvre les projets prévus dans les plans stratégiques

Oui Des réunions quotidiennes ont eu lieu avec la Police nationale libérienne et le Bureau de l'immigration et de la naturalisation. Des réunions hebdomadaires ont également eu lieu avec le Comité des projets du Bureau de l'immigration et de la naturalisation et de la Police nationale libérienne sur les projets à effet rapide, les projets exécutés par le PNUD et les évaluations des projets figurant dans le plan stratégique du Bureau de l'immigration et de la naturalisation.

Fourniture de conseils sur les procédures d'enquête et la gestion des affaires de violences sexuelles et sexistes, dans le cadre de 52 réunions avec des spécialistes de la protection de l'enfance et des femmes de la Police nationale libérienne

Oui 52 réunions ont été organisées avec des spécialistes de la protection de l'enfance et des femmes affectés au quartier général de la Police nationale libérienne. En outre, 104 réunions ont été organisées avec les services de la protection de l'enfance et des femmes dans les postes de police à travers le pays, axées sur les procédures d'enquête et la gestion des affaires de crimes liées à des actes de violence sexuelle et sexiste. Les réunions supplémentaires ont été organisées au niveau local en vue de décentraliser les activités de renforcement des capacités.

Organisation de 52 réunions consacrées à la gestion des affaires de violences sexuelles et sexistes et la poursuite des auteurs de ce type de crimes avec l'unité chargée d'enquêter à leur sujet

27 Les réunions ont été moins nombreuses en raison des changements dans la direction (chef et chef adjoint) du service chargé d'enquêter sur les affaires de violences sexuelles et sexistes, qui ont eu une incidence sur la fréquence des échanges de la MINUL avec ce service.

Encadrement quotidien du personnel pénitentiaire libérien concernant les meilleures pratiques et politiques pénitentiaires, grâce au placement de mentors et de formateurs dans 14 prisons situées dans 13 comtés

Oui Des formateurs ont été affectés dans 10 des 15 établissements pénitentiaires dans 14 comtés, avec un rôle de supervision dans cinq établissements (Bondiway, Bopolu, Cestos, Fishtown et Robertsport). Le nombre d'établissements est passé de 14 dans 13 comtés à 15 dans 14 comtés après la mise en service de la prison de Cestos, dans le comté de River Cess.

Fourniture de conseils au Bureau de l'administration pénitentiaire aux fins de l'élaboration de listes de vérification des tâches à effectuer dans le cadre du retrait progressif de la Mission et de rapports trimestriels d'évaluation des activités de formations, afin de renforcer les moyens dont le Bureau dispose pour gérer indépendamment les établissements pénitentiaires

Oui Des conseils ont été fournis au Bureau de l'administration pénitentiaire à ce sujet. La liste de vérification des tâches, dont le but est de détecter les lacunes avant le retrait de la MINUL, a été mise à l'essai à la prison de Buchanan. La mise en œuvre a commencé en juillet 2014 et devrait s'achever en mars 2015.

Exécution de 30 projets à effet rapide visant à renforcer l'infrastructure nécessaire au maintien de l'état de droit, notamment la remise en état ou la reconstruction de commissariats de police, d'établissements pénitentiaires, de tribunaux de première instance, de bureaux de l'immigration et de postes frontière

18 33 projets à effet rapide ont été lancés, dont 18 ont été menés à bien et 15 sont en cours, notamment dans des postes de police, des établissements pénitentiaires, des tribunaux de première instance, des bureaux d'immigration et des postes frontière; ainsi que des projets de renforcement des capacités de la police, du Bureau de l'administration pénitentiaire, des juges et des magistrats, et du Bureau de l'immigration et de la naturalisation.

Organisation de visites mensuelles dans 16 établissements pénitentiaires situés dans 15 comtés, menées conjointement avec le Bureau de l'administration pénitentiaire, afin de suivre et de contrôler les activités de formation en cours d'emploi, les activités des détenus et la mise en œuvre des politiques institutionnelles (visites aux détenus; soins médicaux; traitement des détenues, des mineurs et des détenus ayant des besoins particuliers; gestion des détenus à haut risque; discipline des détenus et du personnel; emploi de la force non létale; gestion des produits agricoles)

Tenue de 4 réunions avec les institutions judiciaires et pénitentiaires et les services de police sur la mise en œuvre des indicateurs de l'état de droit des Nations Unies

11 En raison de problèmes logistiques (y compris des vols annulés), le Bureau de l'administration pénitentiaire et la MINUL ont visité ensemble 11 établissements pénitentiaires au cours de la période considérée pour évaluer la situation et vérifier les comptes. Les politiques institutionnelles n'ont pas été mises en œuvre puisque le Bureau ne les avait pas approuvées; elles devraient toutefois être publiées au cours de l'exercice 2014/15.

Oui 3 ateliers d'une journée ont été organisés avec des institutions judiciaires et pénitentiaires et les services de police sur la mise au point d'un plan de suivi et d'évaluation pour le secteur de la justice et de la sécurité, afin de tenir compte dans le plan des indicateurs élaborés dans le cadre du Programme pour la transformation et de certains des indicateurs de l'état de droit des Nations Unies. Ces ateliers ont été précédés et suivis de 4 réunions avec les mêmes participants pour en élaborer le contenu et déterminer la marche à suivre.

## Réalisation escomptée 2.2 : Amélioration de l'accès à la justice

### *Indicateurs de succès prévus*

Augmentation du pourcentage de mise en œuvre des recommandations issues des examens des dispositifs de gestion et de responsabilisation réalisés dans le cadre du Programme conjoint pour la justice et la sécurité (2011/12 : s.o.; 2012/13 : s.o.; 2013/14 : 20 %)

Élargissement de l'accès gratuit, au niveau des comtés, à des services de conseil juridique et des règlements non contentieux des différends (2011/12 : 4 comtés; 2012/13 : 5 comtés; 2013/14 : 6 comtés)

### *Indicateurs de succès effectifs*

Objectif atteint. Sur les 20 recommandations issues des examens des dispositifs de gestion et de responsabilisation, 6 (30 %) étaient en cours d'application, à savoir l'examen du plan de constitution et de mise en valeur des effectifs de la Police nationale libérienne a été mené à bien; les nominations à des postes de haut niveau que le Président a faites au cours de la période considérée ont été fondées sur le mérite et ont récompensé des membres de la Police nationale; l'administrateur judiciaire a été recruté; grâce à une décision judiciaire, la société civile peut participer à la commission d'enquête judiciaire et au comité de déontologie et de règlement des conflits; et un groupe de sensibilisation du public a été créé au sein des services judiciaires. En outre, une évaluation de référence de la Police nationale libérienne a été achevée en septembre 2013.

Une étude préliminaire et des consultations à l'échelle nationale ont été menées à bien en août et décembre 2013, respectivement, et le Ministre de la justice s'est engagé à mettre en place dans 4 comtés, à titre

expérimental, des services de règlement non contentieux des conflits liés aux mineurs ou à la famille, s'appuyant sur les chefs traditionnels. Toutefois, le projet a été bloqué en raison de la démission du directeur de projet. Il devrait durer 6 mois mais en raison de la crise Ebola le calendrier de mise en œuvre reste encore à déterminer. Un projet de loi concernant le règlement non contentieux des différends, élaboré par le Ministère de la justice, a été validé et présentée au Président au mois de juin 2014.

Augmentation du nombre de politiques mises en œuvre en vue de l'harmonisation des systèmes de justice formelle et de justice traditionnelle (2011/12 : 4; 2012/13 : 8; 2013/14 : 9)

Les progrès réalisés dans l'harmonisation des systèmes de justice formelle et de justice traditionnelle sont bloqués en raison d'un changement de direction au niveau national, du Ministère de la justice à la Commission de la réforme législative. En outre, d'autres priorités, telles que l'élaboration d'un plan national de réforme, ont retenu l'attention.

Élargissement des services de justice à l'ensemble du Libéria grâce à la création de pôles de justice et de sécurité (2011/12 : s.o.; 2012/13 : 1; 2013/14 : 2)

3 pôles ont été créés. Dans le premier, l'infrastructure est achevée et 6 services prioritaires sont offerts. Dans les deuxième et troisième, l'infrastructure n'a pas été construite mais des cinq services de justice prioritaires (poursuites, défense, surveillance des droits de l'homme, conseil juridique, service de lutte contre les violences sexuelles et sexistes), tous sauf un (service de lutte contre les violences sexuelles et sexistes) ont été lancés avec succès.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fourniture de conseils dans le cadre des réunions mensuelles des groupes de travail du Groupe consultatif technique sur la justice et la sécurité, du Conseil de justice et de sécurité, du Comité directeur mixte pour la consolidation de la paix et du Programme de transformation (deuxième stratégie pour la réduction de la pauvreté)	Oui	Des conseils ont été fournis aux institutions chargées de la justice et de la sécurité sur les questions suivantes : justice, sécurité, administration pénitentiaire, soutien du Fonds pour la consolidation de la paix, Fonds d'affectation spéciale pour la justice et la sécurité, gestion des projets, élaboration des politiques, gestion, responsabilisation, et organisation du programme commun pour la justice et la sécurité. Certaines entités, comme le Groupe consultatif technique en matière de sécurité, se sont réunies moins fréquemment pour donner suite à des décisions visant à réorganiser le programme commun pour la justice et la sécurité prises à l'issue d'une évaluation à mi-parcours effectuée en juin-juillet 2013 et à réduire la fréquence des réunions de certains services. Le Conseil de justice et de sécurité s'est

Établissement de mécanismes de responsabilisation et renforcement des mécanismes existants conformément aux recommandations issues des évaluations effectuées au titre du Programme conjoint pour la justice et la sécurité, dans le cadre de 12 réunions avec le Ministère de la justice, la Police nationale libérienne et les autorités judiciaires	réuni à 12 reprises, le Groupe consultatif technique a tenu sept séances, le Comité directeur mixte de consolidation de la paix s'est réuni une fois par trimestre, de même que le volet paix, justice et sécurité du Programme pour la transformation. Oui 12 réunions ont eu lieu dans le cadre du programme commun pour la justice et la sécurité avec des membres du Conseil de justice et de sécurité (Ministère de la justice, magistrature, Police nationale libérienne et Bureau de l'immigration et de la naturalisation) afin de mettre en place et de renforcer les mécanismes de responsabilisation, conformément aux recommandations de l'évaluation.
Encadrement quotidien de la Police nationale pour l'aider à enquêter sur les plaintes déposées par des civils, en installant une équipe de membres de la Police des Nations Unies dans les locaux des fonctionnaires de la Police nationale chargés de veiller au respect des normes professionnelles	Oui Les fonctionnaires de la Police nationale chargés de veiller au respect des normes professionnelles ont bénéficié tous les jours ouvrables d'un encadrement pour traiter les plaintes déposées par des civils. Il s'est notamment agi de fournir des conseils et un appui pour les enquêtes, la mise au point d'un plan de décentralisation, les inspections et les visites dans des zones et des postes, et l'initiation à l'informatique.
Participation à 12 réunions du Comité du Ministère de la justice chargé d'améliorer l'accès à la justice consacrées à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques visant à harmoniser les systèmes de justice formelle et de justice informelle	Non Le Comité a cessé d'exister quand la Commission de la réforme législative a pris la responsabilité de l'harmonisation des systèmes de justice formelle et de justice informelle.
Tenue de 12 réunions avec des représentants de l'État et de la société civile sur le renforcement des politiques et mécanismes de protection de l'enfance, et notamment des directives relatives à la justice pour mineurs	17 2 réunions ont été tenues avec le Ministère de la justice et 15 avec les magistrats et les représentants de la société civile, à la demande du service du Ministère de la justice chargé de la justice pour mineurs, afin de finaliser les directives de déjudiciarisation des procédures concernant les mineurs en conflit avec la loi, et d'élaborer un rapport public sur ces enfants, dont l'objet est d'appuyer l'établissement d'autres politiques relatives aux droits de l'enfant et l'amélioration de la mise en œuvre des directives en vigueur. Les 5 autres réunions ont été organisées afin d'approfondir l'analyse des directives de déjudiciarisation.

Fourniture de conseils au Ministère de l'égalité des sexes et du développement et aux principales associations de femmes dans le cadre d'une évaluation de l'efficacité du pôle de justice et de sécurité de Gbarnga s'agissant de faire en sorte que les femmes aient accès à la justice

Oui Une note de synthèse a été rédigée et des discussions ont eu lieu avec le Ministère de l'égalité des sexes et du développement, le Ministère de la justice et des organismes des Nations Unies sur la réalisation d'une évaluation conjointe du pôle de Gbarnga. Cette évaluation devrait être menée au cours de l'exercice 2015/16.

Fourniture de conseils à la police nationale concernant l'exécution de ses programmes de proximité

Oui Des conseils ont été fournis à la Police nationale libérienne pour l'exécution de son programme de sensibilisation concernant la violence sexuelle et sexiste, les émeutes, la violence dans la famille, les recrutements d'effectifs féminins, les pratiques répréhensibles de la police et l'établissement de rapports en matière de droits de l'homme dans les 15 comtés du Libéria.

---

**Réalisation escomptée 2.3** : Progrès vers la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et vers la réconciliation nationale au Libéria

---

*Indicateurs de succès prévus*

*Indicateurs de succès effectifs*

Mise en œuvre d'un plus grand nombre de mesures énoncées dans le Plan d'action national pour les droits de l'homme (2011/12 : s.o.; 2012/13 : 3; 2013/14 : 6)

Le plan d'action national pour les droits de l'homme a été lancé par le Gouvernement en décembre 2013. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan, un coordonnateur pour les droits de l'homme a été nommé au Ministère de la justice et au Ministère des affaires étrangères; 3 séances de travail ont eu lieu avec l'Association des parlementaires libériens pour les droits de l'homme afin de promouvoir la mise en œuvre de ce plan; et les directives de déjudiciarisation ont été élaborées et approuvées. Deux autres mesures sont en cours d'application : le renforcement de la Division des normes professionnelles de la police nationale du Libéria; et la mise en œuvre de la stratégie validée de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Mise en œuvre d'un plus grand nombre de recommandations du Conseil des droits de l'homme concernant les domaines sur lesquels porte l'examen périodique universel (2011/12 : 3; 2012/13 : 3; 2013/14 : 6)

6 recommandations sont en cours d'application, y compris des mesures visant à assurer la protection des femmes et des enfants contre l'exploitation, les violences sexuelles et la traite d'êtres humains; donner aux femmes les moyens de participer aux secteurs économique et politique; renforcer la Commission nationale indépendante des droits de l'homme; renforcer les capacités techniques de la Division des droits de l'homme du Ministère de la justice; renforcer la Division des normes professionnelles de la Police nationale libérienne afin que les policiers soient amenés à respecter les normes internationales des droits de

	l'homme; et mettre en place une loi visant à protéger les droits des travailleurs. En 2014, dans le cadre de l'examen périodique universel, un sous-comité technique du Comité directeur du plan d'action a établi une matrice permettant de suivre la mise en œuvre et d'appuyer l'élaboration et la présentation au Conseil des droits de l'homme du prochain rapport du Libéria, prévu en 2015.
Augmentation du nombre de missions de contrôle effectuées par la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (2011/12 : 15; 2012/13 : 30; 2013/14 : 50)	Objectif atteint. 45 visites de contrôle ont été organisés par la Commission nationale indépendante des droits de l'homme dans les huit comtés actuellement couverts par la Commission des questions pénitentiaires, de l'enfance, des droits à la santé et à l'éducation, et des questions environnementales.
Adoption d'un plus grand nombre de lois élaborées suivant une approche axée sur les droits de l'homme (2011/2 : 2; 2012/13 : 2; 2013/14 : 3)	Une approche fondée sur les droits de l'homme a été introduite dans trois lois et projets de loi : la loi sur la police et un projet de loi visant à abolir la peine de mort ou la réclusion à perpétuité pour les enfants, qui sont en attente d'examen par le pouvoir exécutif avant d'être soumises au Parlement; et un projet de loi visant à introduire le Statut de Rome dans le droit interne.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 24 réunions et 4 séances de travail sur la mise en œuvre des normes et instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et des recommandations issues de l'examen périodique universel, tenues avec le Gouvernement et des partenaires de la société civile, y compris le Parlement, le Comité de pilotage du Plan d'action national pour les droits de l'homme et l'Institut libérien de statistique et d'information géographique	20 réunions, 3 séances de travail, 2 ateliers	<p>Une assistance technique a été fournie à l'Association des parlementaires libériens pour les droits de l'homme au titre de l'organisation de 3 réunions de travail sur la mise en œuvre du Plan d'action national pour les droits de l'homme. 6 réunions ont également eu lieu avec l'Association en vue de préparer les trois sessions de travail et d'élaborer une proposition tendant à appuyer ses activités. Un appui et des conseils techniques ont également été fournis au Comité directeur du plan d'action national pour les droits de l'homme, dans le cadre de 4 réunions sur le plan d'action et la suite donnée aux recommandations issues de l'examen périodique universel.</p> <p>Le projet de stratégie nationale sur les obligations internationales en matière des droits de l'homme a été établi sous sa forme définitive à la suite d'un processus de consultation qui a nécessité 10 réunions.</p>

		<p>Un atelier national a été organisé par le Comité directeur du plan d'action national en vue de valider le plan d'action.</p>
<p>Tenue de 12 réunions et 2 séances de travail avec la Commission nationale indépendante des droits de l'homme afin d'examiner l'exécution de son mandat, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels et les droits des groupes vulnérables au niveau national, et de suivre et promouvoir la mise en œuvre des recommandations de la Commission Vérité et réconciliation</p>	<p>55 séances, 9 séances de travail</p>	<p>Deux ateliers ont été organisés sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées à l'intention des organisations de la société civile qui doivent présenter des rapports parallèles à l'organe conventionnel; et sur les obligations conventionnelles relatives aux droits de l'homme, à l'intention des ministères et organismes gouvernementaux. Les réunions ont été moins nombreuses que prévu car le Comité directeur a organisé des réunions moins d'une fois par mois.</p> <p>55 réunions ont été tenues avec la Commission nationale indépendante des droits de l'homme. Il y a eu plus de réunions que prévu du fait de la présence deux fois par semaine d'un conseiller des droits de l'homme dans les locaux de la Commission. En outre, 3 séances de travail ont eu lieu avec la Commission et les organisations de la société civile à l'occasion du lancement du programme « Palava Hut », qui fait partie des recommandations de la Commission vérité et réconciliation. Six séances de travail ont également eu lieu avec la Commission sur une étude ethnographique et la mise en œuvre du programme « Palava Hut ».</p>
<p>Tenue de 4 réunions et 4 séances de formation avec les institutions garantes de la sécurité et de l'état de droit (police, ministère public et autorités pénitentiaires et judiciaires) afin de promouvoir l'intégration des normes relatives aux droits de l'homme dans leurs politiques et activités</p>	<p>5 réunions, 6 stages de formation</p>	<p>5 réunions ont été organisées pour aider la Police nationale libérienne et les forces armées du Libéria à préparer la formation. 6 sessions de formation aux droits de l'homme ont été organisés à l'intention de la Police nationale libérienne (4) et des Forces armées du Libéria (2), en collaboration avec les deux institutions, afin de faciliter l'intégration et la surveillance des normes relatives aux droits de l'homme dans les mécanismes de responsabilisation institutionnels, et de renforcer la formation aux droits de l'homme. L'accent a été mis sur un surcroît de</p>

<p>Tenue de 6 réunions avec des chefs traditionnels locaux et nationaux en vue de les sensibiliser aux pratiques traditionnelles néfastes et de réduire autant que possible les violations des droits de l'homme dans l'administration de la justice traditionnelle</p>	<p>formation en raison de l'augmentation des besoins institutionnels en matière de surveillance des droits de l'homme.</p> <p>Oui 10 réunions ont été organisées sur la question avec le Ministre de l'intérieur, le Vice-Ministre de la culture et le Directeur de la culture; 14 réunions ont également été organisées dans 7 comtés avec les ministères compétents et les chefs traditionnels locaux afin de promouvoir le respect des droits de l'homme dans les pratiques traditionnelles. Le nombre plus élevé que prévu de réunions tenues s'explique par la multiplication d'informations faisant état de cas de pratiques traditionnelles préjudiciables.</p>
<p>Tenue de 6 réunions avec la Commission nationale sur les personnes handicapées, le Gouvernement et des organisations de la société civile et de 30 séances de renforcement des capacités (2 séances par comté dans 15 comtés) avec les autorités locales et des organisations de la société civile concernant la mise en œuvre d'une stratégie nationale d'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées</p>	<p>Oui Des réunions ont eu lieu avec la Commission des personnes handicapées et des groupes de la société civile pour appuyer la mise en œuvre de la stratégie nationale sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées et leur participation aux réunions du Comité directeur du plan d'action national pour les droits de l'homme. En outre, la MINUL a fourni un appui technique à l'Organisation de l'union nationale des personnes handicapées dans le cadre de ses activités habituelles de sensibilisation et organisé dans 12 comtés 26 séances de renforcement des capacités au titre de l'application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.</p>
<p>Tenue de 6 réunions avec le Ministère des finances et de la planification et d'autres partenaires et de 30 séances de travail (2 séances par comté dans 15 comtés) et 60 réunions de sensibilisation (4 réunions par comté dans 15 comtés) avec les autorités locales concernant la mise en œuvre au niveau des comtés de la deuxième stratégie de réduction de la pauvreté et de nouveaux plans et politiques nationaux en matière d'éducation et de santé, suivant une approche axée sur les droits de l'homme</p>	<p>Oui La MINUL a participé à des réunions mensuelles (12) concernant le volet développement des comtés, avec les autorités locales, y compris des représentants du Ministère des finances et de la planification, et plaidé en faveur d'une approche au développement fondée sur les droits de l'homme. La MINUL a également eu 31 séances de travail dans 15 comtés à l'intention des autorités locales, afin d'appuyer les mesures visant à renforcer et à promouvoir le droit à la santé et à l'éducation. 54 activités de sensibilisation ont aussi été menées avec</p>

- les autorités locales pour suivre et évaluer la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels
- Oui 12 réunions ont été organisées à l'appui des activités de surveillance et de sensibilisation menées grâce à l'assistance technique et au renforcement des capacités. Elles ont abouti à l'organisation d'un forum des parties prenantes nationales sur les droits des femmes, en octobre 2013; la présentation d'un exposé à la Commission des voies et moyens du Parlement, analysant le budget du Libéria de l'exercice 2013/2014 sous l'angle des droits de l'homme; et la publication d'un rapport sur la situation des droits de l'homme dans le comté de Lofa, en avril 2014.

### **Composante 3 : consolidation de la gouvernance démocratique**

42. Conformément au mandat de la MINUL, et comme il est indiqué en détail dans le tableau ci-après, les activités menées au titre de cette composante ont porté principalement sur la réforme du droit constitutionnel et électoral, la réconciliation nationale globale et associant toutes les parties et la consolidation de l'autorité de l'État. Elles ont été réalisées en partenariat avec le Gouvernement libérien, l'équipe de pays des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des représentants de la société civile.

43. Grâce à ses bons offices, à des programmes de collaboration et à des activités spécifiques, la Mission a atteint les objectifs ou nettement progressé dans la réalisation de 24 des 27 produits prévus dans les domaines de la réforme constitutionnelle et électorale, de la réconciliation, de la réforme de la gouvernance locale et de la décentralisation. Dans le même temps, la MINUL a également contribué à renforcer les capacités des parties prenantes et des institutions publiques.

44. Au cours des trois premiers trimestres de l'exercice considéré, des progrès considérables ont été réalisés sur le plan de la réforme constitutionnelle et du droit électoral mais, au quatrième trimestre, ces progrès ont été freinés par l'épidémie d'Ebola. Les modifications de la loi électorale, déjà adoptées par le Parlement, ont été retardées au niveau de la présidence. La Commission de la réforme constitutionnelle a procédé à des consultations nationales ouvertes à tous sur la révision de la Constitution dans l'ensemble des 15 comtés et avec la diaspora et a reçu plus de 40 000 suggestions à examiner. En collaboration avec ses partenaires, la MINUL a contribué à mieux sensibiliser la population sur l'importance de la prise de conscience de la problématique hommes-femmes dans la réforme constitutionnelle. À cause de l'épidémie d'Ebola, la convention nationale prévue et le calendrier du référendum sur la Constitution ont été suspendus.

45. Le processus de réconciliation nationale global et ouvert à tous s'est heurté à plusieurs obstacles institutionnels et structurels. L'approbation et la mise en œuvre des sous-projets relevant de la Stratégie d'apaisement, de consolidation de la paix et de réconciliation nationale ont été retardées et les fonds affectés à plusieurs projets ont été très insuffisants. Les difficultés structurelles éprouvées par le Comité directeur mixte pour la réconciliation nationale en rapport avec la composition de ce comité ont suscité des doutes sur son mandat et sur les décisions qu'il prend. En outre, faute de moyens suffisants pour assurer les fonctions de secrétariat, les réunions du Comité ont dû être espacées davantage et le suivi des décisions prises n'a pas été effectué correctement. Ces défaillances ont également freiné l'avancée des activités liées aux indicateurs de succès prévus. Des progrès ont néanmoins été réalisés dans la mise en place officielle du projet « Palava Hut », l'examen de la structure du projet et la création du premier lieu Palava Hut, mais aussi dans la création de mécanismes de règlement des différends et d'autres modes alternatifs de règlement des litiges au niveau local.

46. La MINUL a continué d'apporter son aide à l'extension de l'autorité de l'État en appuyant l'établissement et l'application d'une politique et d'une stratégie nationales de gouvernance par les collectivités locales et la déconcentration des services et des fonctions de l'État en faveur des comtés. La situation dans ce domaine progresse, puisque des ministères supplémentaires ont établi une présence aux niveaux des comtés et des collectivités locales. Actuellement, l'ensemble des 12 ministères et deux organismes autonomes sont présents à différents degrés dans les comtés. Toutefois, l'augmentation du nombre de services déconcentrés ne s'est pas accompagnée d'un renforcement de la coordination et de la capacité de décision au niveau régional et la nomination d'un coordonnateur interministériel de la décentralisation au niveau des comtés, dont les fonctions sont essentielles, a pris du retard. Par ailleurs, les Comités chargés de piloter le développement des comtés n'ont pas pu contrôler efficacement l'application du programme de développement au niveau local parce que les mandats, la répartition des ressources et les rattachements hiérarchiques n'ont pas été définis clairement.

47. En outre, la Mission s'est attachée à intégrer la lutte contre les inégalités entre les sexes dans l'ensemble de ses activités telles que la promotion de la participation des acteurs étatiques et non-étatiques dans l'égalité des sexes et la réduction de la violence sexuelle et sexiste. La MINUL a également aidé le Gouvernement du Libéria à mieux se préparer aux catastrophes, notamment en renforçant la capacité de réduction des risques de catastrophe des institutions de l'État.

---

**Réalisation escomptée 3.1** : Accomplissement de progrès concernant la réforme de la Constitution et du droit électoral

---

*Indicateurs de succès prévus*

*Indicateurs de succès effectifs*

Conduite de consultations nationales ouvertes à tous sur la réforme de la Constitution

Objectif atteint. Des consultations avec la société civile ont eu lieu dans la totalité des 73 districts électoraux des 15 comtés afin de recueillir des opinions sur les propositions de modification de la Constitution.

Présentation à la Présidente, par la Commission de la réforme constitutionnelle, d'un ensemble de propositions de modifications de la Constitution	Selon le calendrier de la Commission de la réforme constitutionnelle, un ensemble de propositions de modifications a été soumis à la Présidente à l'issue d'une conférence nationale sur la Constitution tenue en août 2014. Avec la déclaration de l'état d'urgence, déclenchée par l'épidémie d'Ebola, la promulgation de toute révision de la Constitution est devenue anticonstitutionnelle.
Adoption, par le Parlement, d'une loi portant réforme du droit électoral	Le 20 mars, le Sénat a approuvé un projet de loi portant réforme du droit électoral. La Chambre des représentants l'a entériné le 20 mai et la Présidente doit désormais se prononcer sur ce projet de loi.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Tenue de réunions hebdomadaires avec la Commission de la réforme constitutionnelle, la Commission de la réforme législative, la Commission électorale nationale, le Parlement, les partis politiques et la société civile sur des aspects essentiels de la réforme de la Constitution et du droit électoral	Oui	85 réunions, avec le Parlement et la Commission de la réforme constitutionnelle, afin d'examiner et analyser le processus de réforme et son évolution et des audiences publiques tenues en dehors des sessions parlementaires. 75 réunions supplémentaires se sont tenues avec la Commission électorale nationale afin de fournir une assistance technique et programmatique; 25 réunions se sont tenues avec la Commission de la réforme constitutionnelle et 80 autres avec les partis politiques et la société civile afin d'examiner et analyser le processus de réforme politique. Il est fait référence aux réunions avec la Commission de la réforme législative dans le paragraphe « réalisations escomptées 2.1 ».
Facilitation de réunions mensuelles de partenaires internationaux et d'experts dans le domaine de la réforme de la Constitution et du droit électoral avec les principaux intervenants libériens afin de coordonner les interventions menées dans le cadre de la réforme de la Constitution et du droit électoral	Oui	
Facilitation, au niveau des comtés, de 2 ateliers avec le Ministère de l'égalité des sexes et du développement et des organisations non gouvernementales de femmes : un sur la transversalisation de la problématique hommes-femmes dans le mécanisme et l'objet de la réforme constitutionnelle, l'autre sur des pratiques de	Oui	6 ateliers, dont 5 régionaux et 1 national, ainsi que 6 consultations sectorielles ont été facilités avec le Ministère de l'égalité des sexes et du développement, des femmes chefs d'entreprise ou chefs traditionnels, des universitaires et des organisations non gouvernementales de femmes sur l'intégration d'une démarche soucieuse

référence concernant des mécanismes de réforme de la Constitution tenant compte des disparités entre les sexes

Facilitation de consultations bimensuelles avec les principales parties prenantes, tels que le groupe parlementaire soucieux de la problématique hommes-femmes et des groupes de femmes, afin d'inciter à une réforme de la Constitution qui fasse une large place à la problématique hommes-femmes

Voir les produits se rapportant aux campagnes d'information prévues au titre de la réalisation escomptée 1.1 concernant l'aide apportée à la Commission électorale nationale et/ou à la Commission de la réforme constitutionnelle en matière de sensibilisation aux consultations et à la réforme constitutionnelle

d'égalité entre les sexes dans la réforme constitutionnelle. Une analyse comparative des pratiques de référence dans ce domaine dans les processus de réforme constitutionnelle de 10 pays africains a été entreprise afin de renseigner le processus de réforme au Libéria. Un programme minimal sur la question des femmes a été élaboré et présenté à la Commission de la réforme constitutionnelle.

- 19 Consultations ont été facilitées avec le Groupe des femmes parlementaires (2), les organisations non gouvernementales de femmes (3), le Ministère de l'égalité des sexes et du développement (6) et la Commission de la réforme constitutionnelle (8) afin d'inciter à une réforme de la Constitution qui fasse une large place à la problématique hommes-femmes. Grâce à une amélioration plus importante que prévu de l'accès aux parties prenantes, le nombre de consultations périodiques facilitées a augmenté. Une stratégie pour la participation des femmes dans le processus de réforme de la Constitution a également été mise au point en collaboration avec la Commission de la réforme constitutionnelle, le Ministère de l'égalité des sexes et du développement et les organisations non gouvernementales de femmes.

Consulter les informations fournies au titre de la réalisation escomptée 1.1

---

### Réalisation escomptée 3.2 : Progrès vers une réconciliation nationale globale et partagée

---

*Indicateurs de succès prévus*

*Indicateurs de succès effectifs*

Établissement d'entités nationales pour la mise en œuvre du processus de réconciliation

2 réunions techniques ont été menées afin d'intégrer les fonctions du Comité directeur mixte du Fonds pour la consolidation de la paix dans les attributions du comité directeur envisagé qui sera chargé de la consolidation de la paix et de la réconciliation nationale. Toutefois, les parties prenantes ont décidé de suspendre l'examen de cette question jusqu'à la restructuration du Conseil de justice et de sécurité s'y rapportant, qui n'a pas eu lieu pendant l'exercice considéré.

Adoption d'une loi sur des modes alternatifs de règlement des litiges fonciers

La loi sur des modes alternatifs de règlement des litiges fonciers n'a pas été élaborée à cause du retard pris par le Gouvernement dans les consultations avec les parties prenantes, lesquelles ont à nouveau été retardées par l'épidémie d'Ebola. Toutefois, une déclaration d'intention contenant des définitions et des informations sur les principes, les modalités et l'application d'un projet de politique de règlement extrajudiciaire des différends a été élaborée en juin 2014 et servira de support pour l'élaboration de cette politique.

Augmentation du nombre de concessions agricoles dotées d'un mécanisme tripartite fonctionnel de règlement des différends (2011/12 : 0; 2012/13 : 0; 2013/14 : 3)

Objectif atteint. 3 concessions agricoles dans 2 comtés ont été dotées de tels mécanismes aujourd'hui fonctionnels, dont 1 consultatif et 2 tripartites.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Tenue de réunions mensuelles avec le Bureau pour la consolidation de la paix libérien pour donner des conseils sur la mise en application de la Feuille de route pour la réconciliation nationale	Oui	48 réunions de groupes consultatifs techniques se sont tenues et portaient sur : le programme « Palava Hut » (6); les projets historiques (3) et symboliques (3); la stratégie de communication (3); la mobilisation des ressources (2); les équipes spéciales sur le système d'alerte et d'intervention rapides (13); la coopération Sud-Sud (4); l'éducation en tant que vecteur du changement (12); et le Conseil de réconciliation (2) pour faire progresser la mise en application de la Feuille de route pour la réconciliation nationale. Le nombre de consultations tenues a augmenté grâce à la formation de 12 groupes thématiques sur la Feuille de route dans l'objectif d'aider les partenaires gouvernementaux à appliquer les différents volets du programme.
Tenue de réunions mensuelles avec les ministères, y compris le Ministère de l'intérieur, et le Bureau pour la consolidation de la paix libérien, pour donner des conseils sur la décentralisation des comités pour la paix au niveau des districts	4	2 réunions de coordination et de planification et 2 autres réunions impliquant l'équipe de gestion du projet, l'équipe de pays des Nations Unies, le Ministère de l'intérieur, le Bureau pour la consolidation de la paix et d'autres parties prenantes se sont tenues afin de fournir des conseils sur la décentralisation des comités pour la paix au niveau des districts. Des réunions régulières n'ont pas eu lieu en raison des difficultés rencontrées par le Ministère de l'intérieur pour la coordination intragouvernementale.

Facilitation de 10 activités régionales de formation et de renforcement des capacités pour les membres des comités pour la paix au niveau des comtés et des districts sur la prévention et le règlement des différends, y compris sur le plan de la problématique hommes-femmes

Tenue de réunions hebdomadaires avec la Commission foncière sur la fourniture de conseils concernant des modes alternatifs de règlement des litiges fonciers, y compris sur l'établissement de centres de coordination foncière au niveau des comtés, le recrutement et l'encadrement du personnel des centres et l'établissement d'une base de données sur les litiges fonciers

Facilitation de 6 visites communes de suivi dans les comtés avec le Bureau libérien pour la consolidation de la paix, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains et des organisations non gouvernementales, pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en application de la Feuille de route pour la réconciliation nationale

5 Formations régionales ont été menées dans 8 comtés afin de renforcer les capacités dans les domaines de l'évaluation sur le terrain, l'harmonisation des structures de paix au niveau des comtés, la prévention des conflits tenant compte de la problématique hommes-femmes et l'enrichissement des programmes de gestion. Ces formations ont été dispensées à l'intention des représentants des Ministères de l'égalité des sexes et du développement et de l'éducation et d'organismes de la société civile, comme le West Africa Network for Peacebuilding, le Conseil interreligieux du Libéria et le groupe de travail sur l'alerte et l'intervention rapides. Le nombre d'activités menées est inférieur aux prévisions à cause des retards pris par l'organisme partenaire chargé du recrutement et des achats.

4 Réunions sur les modes alternatifs de règlement des litiges fonciers se sont tenues avec la Commission foncière et les groupes de travail correspondants de l'équipe spéciale. Elles portaient notamment sur la production d'une carte de référence qui sera utile pour les activités de règlement des litiges. Le nombre de réunions tenues est inférieur aux prévisions en raison de la non-disponibilité des responsables de la Commission foncière et de la réorientation de ses priorités pendant l'exercice concerné. Par ailleurs, 1 atelier intitulé « Règlement des litiges fonciers : mesures, professionnels, processus, conclusion et application » s'est tenu avec la participation de représentants des centres de coordination foncière, des ministères concernés, de la société civile, des organismes des Nations Unies et d'anciennes parties au litige foncier; et 1 étude préliminaire et 1 évaluation de la performance de la Commission foncière et des centres de coordination foncière ont été réalisées afin d'évaluer la mise en œuvre opérationnelle des modes alternatifs de règlement des litiges fonciers.

Non Aucune visite commune de suivi n'a eu lieu étant donné que la mise en application de la Feuille de route pour la réconciliation nationale a peu progressé et que les ressources techniques et financières laissent à désirer.

Tenue de réunions mensuelles avec la Commission foncière pour donner des conseils sur la conduite de 10 campagnes de sensibilisation aux questions foncières dans l'ensemble du pays

8 Réunions ont été facilitées afin de fournir des conseils et des recommandations sur des consultations et campagnes de sensibilisation à l'échelle nationale sur les lois et politiques pertinentes, y compris des modes alternatifs de règlement des litiges, l'administration des biens fonciers, la loi sur les droits fonciers, les certificats tribaux, le registre foncier et les questions liées aux terres urbaines nationales. Les campagnes nationales ont été reportées à cause des retards pris dans l'adoption des lois sur les modes alternatifs de règlement des litiges et de l'épidémie d'Ebola.

Tenue de réunions mensuelles avec le Gouvernement pour élaborer des programmes adaptés aux jeunes à risque, y compris dans le cadre d'une étude menée sur ces jeunes à l'échelle du pays

Oui 3 réunions techniques trimestrielles ont été tenues avec le Ministère de la jeunesse et des sports et le Ministère du travail sur les programmes et autres initiatives destinés aux jeunes à risques. Un document de réflexion sur une enquête nationale sur les jeunes a été élaboré en collaboration avec le Ministère de la jeunesse et des sports, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'organisation non gouvernementale Mercy Corps. L'enquête aura lieu pendant l'exercice 2014/15. 24 réunions techniques et programmatiques de conseil et d'encadrement ont également été organisées toutes les 2 semaines pour soutenir les partenaires publics. En outre, un projet pilote de formation des jeunes dirigeants a été élaboré conjointement et sera mis en œuvre en 2014/15. Une réunion s'est tenue avec le Ministère de la jeunesse et des sports afin d'harmoniser les politiques nationales d'enseignement professionnel technique existantes avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. 4 réunions techniques visant à relancer le comité de coordination de la jeunesse se sont tenues avec le Ministère de la jeunesse et des sports. Enfin, 2 réunions ont été organisées avec les partenaires de développement et le Ministère de la jeunesse et des sports afin de mettre en œuvre le plan d'action de la politique nationale de l'emploi.

Tenue de réunions mensuelles avec des organisations de la société civile sur la mise en œuvre d'initiatives de réconciliation nationale et d'activités de communication connexes

10 Réunions techniques se sont tenues avec le Conseil national des organisations de la société civile du Libéria en vue d'appuyer les initiatives nationales de réconciliation, telles que le programme « Palava Hut », les projets historiques et symboliques et les comités pour la paix.

Tenue de réunions trimestrielles avec les ministères, les concessionnaires et les collectivités concernées sur l'institutionnalisation de mécanismes tripartites pour le règlement des différends entre les collectivités et les concessions

Oui 6 réunions se sont tenues, dont 3 avec les Ministères de l'agriculture et de l'intérieur, sur l'institutionnalisation des mécanismes tripartites dans les concessions, 2 sur les conclusions initiales des plaintes communautaires dans le cadre du mécanisme de médiation sur l'huile de palme durable, et 1 pour s'assurer de l'intégration et de la participation de tous aux processus connexes.

Tenue de réunions consultatives trimestrielles avec le Ministère de l'égalité des sexes et du développement et le secrétariat d'ONG de femmes au niveau des comtés pour encourager les associations de femmes à participer à la mise en œuvre des programmes de réconciliation

Oui

Exécution de 10 projets à effet rapide d'appui à la consolidation de la paix établis sur la base d'une évaluation des besoins et des priorités de la Mission

6 10 projets prioritaires ont été approuvés en soutien de la consolidation de la paix, dont 6 ont été achevés pendant l'exercice.

Voir les produits se rapportant aux campagnes d'information prévues au titre de la réalisation escomptée 1.1 concernant les campagnes d'information relatives à la réconciliation

Consulter les informations fournies au titre de la réalisation escomptée 1.1

### Réalisation escomptée 3.3 : Consolidation de l'autorité de l'État

#### Indicateurs de succès prévus

Déconcentration des fonctions et des services entamée dans les ministères pilotes, en application de la politique de décentralisation menée par le Gouvernement (2011/12 : s.o.; 2012/13 : 4 ministères; 2013/14 : 10 ministères)

#### Indicateurs de succès effectifs

Objectif atteint. 4 Ministères (de l'intérieur, de l'éducation, de la santé et de l'agriculture) ont déconcentré leurs fonctions et services en créant des bureaux aux niveaux des comtés et des districts; les fonctions de 5 Ministères (des finances, de l'égalité des sexes et du développement, du travail, des travaux publics et de la jeunesse et des sports) et de l'Institut libérien de la statistique et des services de géo-information ont été déconcentrées grâce à la mise en place de bureaux au niveau des comtés; les fonctions de 3 Ministères (du commerce et de l'industrie, des postes et des télécommunications et du transport) et de l'Office de la fonction publique ont été déconcentrés grâce à la création de bureaux au niveau régional. Toutefois, il est encore

<p>Augmentation de la participation globale des représentants des ministères et des organismes aux réunions mensuelles du Comité chargé de piloter le développement des comtés (2011/12 : 62 %; 2012/13 : 70 %; 2013/14 : 85 %)</p>	<p>difficile d'assurer ces services aux niveaux des districts et des comtés, compte tenu du manque de personnel qualifié et de moyens logistiques, comme des espaces de bureaux, des logements pour le personnel, des infrastructures de communication et de transport.</p> <p>Le taux de participation était variable d'un comté à un autre (de 35 % à 65 %). Les réunions mensuelles du Comité chargé de piloter le développement des comtés, dont l'objectif était le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du Programme de transformation du Libéria, ont été très peu suivies, ce qui a eu des effets préjudiciables sur les produits et résultats prévus. Le manque de clarté dans la définition des rôles des conseils de comté et du mécanisme de communication de l'information entre le Programme de transformation et le Comité chargé de piloter le développement des comtés a également eu des répercussions sur la fréquence et l'efficacité des réunions.</p>
---	--

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<p>Tenue de réunions bimensuelles avec le Ministère de l'intérieur sur la planification et l'organisation de 5 séances de formation au renforcement des capacités de décentralisation à l'intention des responsables des comtés, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies</p>	24	<p>En collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, des réunions se sont tenues avec le Ministère de l'intérieur afin de renforcer le programme de décentralisation. Faute de financements suffisants de la part du Gouvernement et des partenaires donateurs, aucun stage de formation sur le renforcement des capacités n'a eu lieu pendant l'exercice.</p>
<p>Tenue de réunions mensuelles avec le Ministère de l'intérieur pour fournir des conseils sur les campagnes de sensibilisation concernant le programme de décentralisation mené par le Gouvernement libérien</p>	Oui	<p>Les réunions tenues avec le Ministère de l'intérieur ont mis l'accent sur la formulation de conseils techniques et de recommandations concernant les consultations à l'échelle du pays et les campagnes de sensibilisation sur les lois et politiques pertinentes, comme le projet de loi relatif à l'administration locale, la mise en œuvre du programme de travail annuel du Ministère et un projet de stratégie de communication.</p>
<p>Facilitation, avec le Ministère de l'intérieur, de 6 visites communes dans les comtés pour appuyer, contrôler et évaluer la mise en application du programme de décentralisation mené par le Gouvernement libérien</p>	Non	<p>La facilitation, avec le Ministère de l'intérieur, de visites communes dans les comtés n'a pas eu lieu en raison du retard pris dans la nomination d'un coordonnateur de la décentralisation dans les comtés.</p>
<p>Tenue de réunions mensuelles de coordination avec les responsables locaux dans 15 comtés pour appuyer le plan de décentralisation national</p>	Non	<p>Les réunions mensuelles sur la décentralisation n'ont pas eu lieu en raison du retard pris dans la nomination d'un coordonnateur de la</p>

Facilitation de 6 visites conjointes avec le Ministère de l'agriculture dans des zones de concessions pour évaluer les résultats du secteur des ressources naturelles et des concessions agricoles

Facilitation de 6 évaluations sur le terrain pour superviser la prise en considération des groupes vulnérables dans la mise en œuvre des programmes de cohésion sociale et de stabilisation

Tenue de réunions hebdomadaires avec des ministères, des organismes et l'Initiative de transparence des industries extractives pour examiner les droits des collectivités et la mise en œuvre des accords sociaux dans le secteur des ressources naturelles

décentralisation dans les comtés.

3 Visites conjointes ont été effectuées avec les coordonnateurs du Ministère de l'agriculture dans les comtés et les bureaux locaux de la MINUL, dans les concessions agricoles des comtés de Grand Bassa, Maryland et Sinoe afin d'évaluer les résultats de ces concessions. Ces visites ont également permis d'évaluer les mesures visant à promouvoir la mise en place d'un mode alternatif tripartite de règlement des différends pour résoudre les conflits dans les zones de concession. 3 autres visites n'ont pas eu lieu à cause de chutes de pluies importantes et du mauvais état des routes.

4 2 évaluations sur le terrain ont été réalisées avec la Commission libérienne pour le rapatriement et la réinstallation des réfugiés et le programme de réinsertion des rapatriés de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel dans le comté de Montserrado afin d'en déterminer les bénéficiaires et de s'assurer de l'intégration des jeunes à risque. Une visite dans le comté de Maryland a permis d'échanger des informations sur la participation des civils et des groupes vulnérables dans la surveillance et la stabilisation de la sécurité des frontières. Une visite du centre pour les personnes aveugles et autres groupes vulnérables à Grand Gedeh a également eu lieu. 2 évaluations sur le terrain n'ont pas été menées par manque de fonds suffisants de la part des donateurs.

Oui 49 réunions sur l'accès des communautés aux prestations sociales ont été menées avec les représentants des communautés concernées, des concessions et de la société civile et des agents de l'État. Après quelques tensions, protestations et plusieurs réunions entre les parties concernant les droits de location des terres impayés dus aux collectivités depuis la reprise des opérations d'exploitation forestière en 2009, le Gouvernement s'est engagé à déboursier plus de 2 millions de dollars en faveur des communautés touchées.

En outre, le modèle d'accord social a été mis à jour par l'Office des forêts et les parties prenantes pour assurer la transparence et le respect du principe de responsabilité, ce qui a

Facilitation de 1 atelier de sensibilisation à la question de l'égalité des sexes avec le Ministère de l'égalité des sexes et du développement pour les représentants du Ministère de l'intérieur et des autres grands ministères dans les comtés sur la mise en œuvre opérationnelle des directives établies à l'appui de la décentralisation tenant compte de la problématique hommes-femmes	considérablement apaisé les tensions, offert aux sociétés d'exploitation forestière l'espace nécessaire pour poursuivre leurs opérations et permis la révision des accords sociaux dont la majeure partie avait expiré.  Oui 4 ateliers ont eu lieu dans 4 comtés avec le Ministère de l'égalité des sexes et du développement, d'autres grands ministères et les organisations non gouvernementales de femmes afin d'appuyer la mise en œuvre opérationnelle des recommandations tenant compte de la problématique hommes-femmes établies dans le rapport de l'étude sur l'égalité des sexes et la décentralisation.
Facilitation de 2 réunions consultatives avec le Ministère de l'égalité des sexes et du développement et des organisations de femmes de la société civile afin de faire le point sur les progrès réalisés dans l'application de la politique de décentralisation	Oui 2 forums consultatifs nationaux et 1 session de validation ont été organisés avec les ministères et des organismes publics, des entités privées, des organisations non gouvernementales, l'équipe de pays des Nations Unies et les donateurs afin d'appuyer la mise en œuvre de la politique de décentralisation par le Ministère de l'égalité des sexes et du développement.
Tenue de 12 réunions avec le Ministère de l'intérieur sur la mise en œuvre de plans de préparation aux catastrophes au niveau national et dans les comtés, en collaboration avec d'autres organismes du système des Nations Unies	8 Une plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophe, réunissant le Gouvernement, l'ONU et d'autres partenaires, a été établie par le Ministère de l'intérieur afin de soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de plans de préparation au risque de catastrophe au niveau du pays et des comtés. 8 réunions se sont tenues et 1 évaluation des déficits de capacités de la préparation aux catastrophes a été réalisée avec le Ministère de l'intérieur afin d'appuyer l'élaboration d'un plan de formation pour les comités de réduction du risque de catastrophe des comtés, y compris aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans de préparation au risque de catastrophe.

#### **Composante 4 : appui**

48. Comme il est indiqué dans les tableaux ci-dessous, au cours de l'exercice considéré, 7 165 militaires et membres du personnel de police et 1 538 civils en moyenne ont bénéficié de services administratifs et logistiques et de services de sécurité. Le budget pour l'exercice considéré (A/67/755) a été établi en tenant compte de la réduction des effectifs de la composante militaire et de la modification des effectifs de la composante de police qui ont été proposées par le Secrétaire général aux paragraphes 54 à 59 de son rapport au Conseil de sécurité (S/2012/641) et approuvées par le Conseil dans sa résolution 2066 (2012). Durant l'exercice, la

Mission a commencé à retirer ses troupes et à augmenter les effectifs de la composante de police constituée, dans le cadre de la deuxième phase du plan de retrait, et s'est trouvée, à la fin de l'exercice, avec un effectif militaire de 4 539 hommes. La Division de l'appui à la Mission a activement facilité le retrait des troupes, le repositionnement des contingents et le déploiement d'une unité de police constituée supplémentaire. Continuant à réduire ses effectifs militaires et civils, la MINUL a fermé 10 sites et en a redimensionné 2 autres, en prenant soin de respecter les normes environnementales. En coordination avec le Gouvernement libérien, elle a poursuivi l'entretien des principales routes d'approvisionnement pour garantir l'accès à ses sites.

49. Les flottes de véhicules et d'aéronefs, l'infrastructure d'informatique et de communication et les autres équipements de la MINUL ont été entretenus dans l'ensemble de la zone où la Mission est déployée. Son infrastructure matérielle et ses locaux ont été maintenus en bon état, l'accent étant mis sur le respect des normes minimales de sécurité opérationnelle. Des services de transport aérien ont été assurés à l'intérieur et en dehors de la zone de la mission et la gestion des vols et l'utilisation des aéronefs ont été optimisées, d'où une réduction des dépenses compte tenu de la diminution du nombre d'heures de vol et de la consommation de carburant.

50. La MINUL a entretenu efficacement son infrastructure d'informatique et de communication en la modernisant au besoin. Des services médicaux ont été assurés à tout le personnel de la MINUL dans l'ensemble de la zone où elle est déployée, notamment des évacuations médicales d'urgence à l'intérieur de la zone de la mission et vers d'autres destinations; des services de transport de passagers et de marchandises par voie terrestre, aérienne et maritime ont été assurés; des installations de dépistage du VIH et de consultation ont été mises en place; et des stages de sensibilisation et de formation en matière de déontologie et de discipline ont été organisés.

---

**Réalisation escomptée 4.1** : Efficience et efficacité accrues de l'appui fourni à la Mission sur les plans logistique, administratif et de la sécurité

---

*Indicateurs de succès prévus*

*Indicateurs de succès effectifs*

---

**Militaires et personnel de police**

Réalisation intégrale du plan de retrait des contingents militaires et du déploiement d'une unité de police constituée

Objectif atteint. Le retrait des contingents militaires a été intégralement réalisé et une unité de police constituée a été déployée.

Achèvement de la dépollution de tous les camps militaires fermés (2011/12 : 0; 2012/13 : 0; 2013/14 : 8)

Objectif atteint. La dépollution des 10 camps fermés a été effectuée et a été certifiée par l'Agence gouvernementale de protection de l'environnement. Poursuivant ses activités d'atténuation de la contamination de l'environnement, la Mission a dépollué 5 autres camps militaires bien qu'ils ne soient pas fermés.

Réduction du personnel militaire après le rapatriement de 1 bataillon d'infanterie, de 1 compagnie du génie, de 1 hôpital de campagne de niveau II et de 2 postes de commandement de brigade, représentant au total 1 018 soldats, 249 véhicules et 63 conteneurs de transport maritime

Objectif atteint. Les effectifs militaires ont été réduits après le rapatriement de 1 bataillon d'infanterie, de 1 compagnie du génie, de 1 hôpital de campagne de niveau III au lieu de l'hôpital de niveau II prévu, et de 1 poste de commandement de brigade, représentant au total 1 204 soldats, 220 véhicules et 61 conteneurs de transport maritime.

Les effectifs militaires et la quantité de matériel appartenant au contingent qui ont été rapatriés ne sont pas ceux prévus, car ce sont un hôpital de campagne de niveau III (et non de niveau II) et un autre contingent du génie qui ont été rapatriés. En outre, seul un poste de commandement de brigade avait été rapatrié au 30 juin 2013, le deuxième devant l'être avant le 31 juillet.

### Gestion du personnel

Poursuite de la mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités du personnel recruté sur le plan national (2011/12 : 100 certificats; 2012/13 : 123 certificats; 2013/14 : 50 certificats)

Objectif atteint. La MINUL a poursuivi le renforcement des capacités du personnel recruté sur le plan national et 84 membres de ce personnel ont obtenu un certificat.

Le nombre de certificats délivrés a été plus élevé que prévu en raison de l'intérêt accru suscité par cette formation; le nouveau cours sur le démarrage et la gestion des petites entreprises a attiré à lui seul 71 participants.

88 autres personnes recrutées sur le plan national ont obtenu, sans frais, le diplôme délivré à l'issue des cours « Achieve Global ».

Maintien de la répartition par sexe à tous les échelons (2010/11 : 38 % de femmes; 2012/13 : 38 % de femmes; 2013/14 : 38 % de femmes)

Objectif non atteint. La proportion de femmes a été de 24 % à tous les échelons à la MINUL.

Bien que la Mission veille à ce que lors du recrutement, les candidates soient dûment prises en considération, il y a peu d'intéressées parmi celles figurant dans les fichiers des candidats présélectionnés sous Inspira; quant au personnel recruté sur le plan national, les candidates ont un niveau de formation plus faible que celui des hommes

Formation dispensée à tout le personnel de la Mission en matière de normes de conduite des Nations Unies, de discipline et de sensibilisation à la question de l'exploitation et des atteintes sexuelles

Objectif atteint. Tout le nouveau personnel de la Mission (883 personnes) a reçu une formation dans le cadre des 26 séances qui ont été organisées. Par ailleurs, 48 séances de remise à niveau ont été organisées au bénéfice de 2 270 membres du personnel toutes catégories confondues (dont 2 séances de formation de formateurs destinées aux coordonnateurs de la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles).

## Matériel et installations

Écoulement du matériel comptabilisé en pertes dans les 180 jours suivant l'approbation pour la vente et dans les 90 jours pour la destruction/récupération

Le matériel comptabilisé en pertes qui était voué à la vente dans le commerce a été écoulé dans les 175 jours.

Le matériel comptabilisé en pertes qui était voué à la destruction a été écoulé dans les 122 jours.

Le délai fixé pour l'écoulement du matériel voué à la destruction n'a pas pu être respecté car il n'a pas été possible de trouver des entreprises de récupération de métaux certifiées pendant une partie de l'année.

Réduction du nombre d'accidents graves de la route (entraînant des frais de réparation d'un montant supérieur à 500 dollars) (2011/12 : 44; 2012/13: 34; 2013/14: 35)

Objectif atteint. En tout, 20 accidents entraînant des frais de réparation d'un montant supérieur à 500 dollars ont été signalés.

Respect total des normes minimales de sécurité opérationnelle dans tous les locaux et installations des Nations Unies dans les 15 comtés du Libéria (2011/12 : 100 %; 2012/13 : 100 %; 2013/14 : 100 %)

Objectif atteint. Les normes minimales de sécurité opérationnelle ont été intégralement respectées.

Réduction de 20 % des cas signalés de vol et de larcins (2011/12 : 186 cas; 2012/13 : 170; 2013/14 : 150)

Objectif atteint. En tout, 46 cas de vol ont été signalés (73 % de réduction), grâce à une surveillance renforcée (des caméras de surveillance supplémentaires ont été installées).

Réduction de 5 % du nombre de blessures signalées et de 60 % de manquements aux règles de sécurité nécessitant un suivi et une surveillance afin d'améliorer la sécurité au travail dans le secteur

Objectif atteint. Le nombre de blessures signalées a été réduit de 14 % (2012/13: 56; 2013/14: 48).

90 % des manquements aux règles de sécurité qui ont été signalés ont fait l'objet d'un suivi et les mesures recommandées ont été appliquées.

## Services

Augmentation du taux de disponibilité des véhicules (2011/12 : 85 %; 2012/13 : 82,30 %; 2013/14 : 95 %)

Le taux de disponibilité des véhicules a été de 88 %.

Il a été plus faible que prévu parce que le regroupement de l'entrepôt des transports avec d'autres entrepôts conformément à la structure du système mondial d'appui aux missions a retardé la remise des pièces de rechange aux ateliers. La relocalisation de l'entrepôt des transports dans l'entrepôt centralisé, qui était gérée par la Section des approvisionnements, s'est déroulée d'août 2013 à février 2014.

Augmentation de la proportion d'appels au service d'assistance de la Section des communications et de l'informatique qui sont résolus dans l'heure qui suit (2011/12 : 85 %; 2012/13 : 72 %; 2013/14 : 85 %)

Seulement 45 % des problèmes signalés au service d'assistance téléphonique ont été résolus dans l'heure.

Il y a eu de grands changements dans les systèmes

<p>Augmentation de la couverture du système sans fil de l'ensemble des installations et résidences de la MINUL (2011/12 : 90 %; 2012/13 : 100 %; 2012/13 : 95 %)</p>	<p>informatiques utilisés, notamment le site de l'appui aux missions UMOJA et Microsoft Exchange, et le personnel a dû être formé aux nouvelles technologies pour pouvoir offrir des services efficaces.</p> <p>92 % des installations et résidences de la MINUL sont couvertes par le système sans fil.</p> <p>Le résultat obtenu a été inférieur aux prévisions parce que les dispositifs/points d'accès sans fil devenus vétustes ne pouvaient pas être remplacés, la technologie ayant évolué, et qu'il a fallu installer de nouveaux dispositifs.</p>
<p>Réduction de la proportion de comptes restant débiteurs pendant plus de 12 mois par rapport au nombre total de comptes débiteurs à la fin de l'exercice, grâce à l'analyse chronologique continue du solde et au suivi rigoureux des sommes dues à l'Organisation (2011/12 : 4,6 %; 2012/13 : 3,2 %; 2013/14 : 3 %)</p>	<p>La proportion de comptes restant débiteurs pendant plus de 12 mois en 2013/14 a été de 54,3 %.</p> <p>La mise en service du nouveau progiciel de gestion intégré a eu une incidence sur le suivi de ces comptes et le recouvrement des sommes impayées.</p>
<p>Amélioration de la sûreté et de la sécurité des opérations aériennes, en veillant à ce que le matériel de secours et de lutte contre l'incendie soit entretenu et en état de fonctionner, en sécurisant le ravitaillement des appareils et en améliorant les moyens opérationnels de recherche et de sauvetage</p>	<p>Objectif atteint. Le matériel de sauvetage et de lutte contre l'incendie a fait l'objet d'un entretien régulier et était toujours en état de fonctionner.</p> <p>Le ravitaillement des appareils dans les régions et à Monrovia a été sécurisé par les effectifs militaires, les unités de police constituée et le personnel civil de la MINUL. Les moyens opérationnels de recherche et de sauvetage ont été entretenus, comme l'ont démontré les évacuations de blessés et les évacuations sanitaires parfaitement réussies à l'intérieur et en dehors de la zone de la Mission.</p>
<p>Progrès dans l'application des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) et la mise en œuvre d'Umoja</p>	<p>Objectif atteint. La MINUL et toutes les autres missions ont mis en œuvre les normes IPSAS et Umoja comme prévu.</p>

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre Observations</i>
------------------------	---

## Amélioration des services

### Militaires et personnel de police

Établir un dialogue intersectoriel entre la MINUL, les communautés locales et nationales et les partenaires du pays hôte à propos des accords et des inspections relatifs aux certificats de conformité environnementale

Oui La MINUL a tenu 22 dialogues intersectoriels avec les partenaires du pays hôte qui représentaient les communautés afin d'obtenir des accords concernant ses opérations, et a amélioré les compétences de son personnel en matière environnementale par des stages de formation. Des inspections ont été effectuées conjointement par la MINUL et les partenaires du pays hôte. Les certificats de conformité

<p>Réexaminer les procédures environnementales relatives, entre autres, aux eaux usées et aux déchets solides et dangereux, et élaborer des procédures opérationnelles permanentes les concernant ainsi que des cahiers des charges pour l'élimination des déchets</p>	<p>environnementale ont été obtenus. 2 émissions ont été diffusées auprès du personnel de la Mission pour le sensibiliser à la protection de l'environnement.</p> <p>Oui Les procédures opérationnelles permanentes relatives à la gestion écologique des déchets ont été élaborées ou actualisées.</p> <p>Elles portaient sur l'eau et l'assainissement; les déchets médicaux; le carburant; et le matériel appartenant au contingent.</p> <p>3 cahiers des charges pour la gestion des déchets et l'entretien des groupes électrogènes ont été examinés.</p>
<p>Regrouper des camps militaires pour faire des économies d'échelle au niveau de l'entretien et de l'utilisation des groupes électrogènes et de la consommation de carburant</p>	<p>Oui 2 camps ont été redimensionnés, les contingents ayant été transférés ailleurs ou rapatriés. Les camps n'ont pas été regroupés et même si certains ont été redimensionnés, le nombre de groupes électrogènes n'a pas diminué. Des groupes électrogènes de différentes capacités ont été installés et, dans la mesure du possible, des groupes plus économes en carburant ont été installés.</p>
<p><b>Gestion du personnel</b></p>	
<p>Améliorer les capacités du personnel à l'aide des cours de certification en ligne e-Cornell (pour les superviseurs et les spécialistes des ressources humaines)</p>	<p>Oui Il n'y a pas eu de nouvelles inscriptions aux cours en 2013/14 étant donné que tout le personnel concerné de la Mission s'y était inscrit durant les 2 années précédentes. Sur les 16 personnes concernées, 14 ont été certifiées et 2 n'ont pas encore terminé leur formation.</p>
<p>Présélectionner les directeurs de programme de manière à favoriser l'accès des candidates qui possèdent l'expérience et les qualifications requises</p>	<p>Oui Bien que les fichiers de candidats présélectionnés sous Inspira facilitent le recrutement de candidates qualifiées, il y a très peu de personnes intéressées parmi les candidates inscrites. La section des ressources humaines contrôle le processus de recrutement pour s'assurer que les mêmes chances soient offertes aux femmes et aux hommes</p>
<p>Proposer des services d'orientation des carrières au personnel ayant au moins 5 années d'expérience dans la Mission et aux Volontaires des Nations Unies qui ont presque accompli le maximum d'années de service, au titre de l'initiative en faveur de la mobilité</p>	<p>Oui La MINUL a nommé des coordonnateurs du programme provisoire relatif à la mobilité et tenu l'ensemble du personnel informé des options disponibles en matière de mobilité, des services d'orientation des carrières étant offerts en permanence.</p>

Organiser des programmes de formation initiale en matière de sécurité au travail, de déontologie et de discipline (2 fois par mois) pour tout le nouveau personnel de la Mission, et 30 séances de remise à niveau destinées au personnel militaire, civil et de police en matière de prévention de l'exploitation et de la violence sexuelles ainsi que de déontologie et de discipline

Organiser 45 séances d'information à l'intention de la population locale habitant à proximité des installations des Nations Unies sur les normes de conduite des Nations Unies et la politique de tolérance zéro en ce qui concerne l'exploitation et les atteintes sexuelles

Organiser des formations à l'intention de 50 membres du personnel recrutés sur le plan national, dans le cadre du programme de renforcement des capacités du personnel, notamment pour l'obtention du Passeport de compétences informatique international et du diplôme professionnel délivré à l'issue de la formation en matière de gestion administrative

La MINUL a mis en place, à l'intention de l'ensemble de son personnel, des programmes de gestion de carrière auxquels ont participé les Volontaires des Nations Unies intéressés.

Par ailleurs, le Bureau de l'appui aux Volontaires des Nations Unies a lancé une initiative de promotion de carrière en faveur des Volontaires qui ont plus de 4 années de service. Cette initiative est actuellement développée en collaboration avec le siège du programme des Volontaires des Nations Unies, qui a mis en place une stratégie d'apprentissage à l'intention des Volontaires.

Oui 26 séances de formation initiale ont été organisées au bénéfice de tout le nouveau personnel, et 48 séances de remise à niveau sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles ont été organisées pour toutes les catégories de personnel.

Le nombre de séances de remise à niveau organisées a été plus important que prévu compte tenu des besoins opérationnels et de la disponibilité du personnel visé.

35 séances d'information ont été organisées. Le produit a été inférieur aux prévisions parce que les habitants n'étaient pas disponibles pour y participer; cela étant, les sessions organisées ont attiré plus de femmes que les années précédentes (1 513 cette année, contre 933 l'année précédente).

Oui 84 personnes recrutées sur le plan national ont obtenu le passeport de compétences informatique international et le diplôme délivré à l'issue de la formation sur le démarrage et la gestion de petites entreprises.

88 autres personnes recrutées sur le plan national ont obtenu, sans frais, un diplôme délivré à l'issue des cours « Achieve Global ». Cela a été possible parce que le personnel du centre intégré de formation du personnel des missions était formé et habilité à dispenser 15 cours « Achieve Global » durant l'exercice 2013/14, lesquels ont été offerts au personnel intéressé.

Faire connaître les dispositifs existants en matière de bonne conduite et de discipline proposés dans les communautés locales de toute la zone de la Mission, notamment en diffusant largement le numéro d'urgence dédié, en faisant connaître l'existence de boîtes destinées à recueillir des plaintes faisant état d'exploitation ou d'atteintes sexuelles et en sensibilisant la population à ce problème

### Matériel et installations

Accélérer l'écoulement du matériel comptabilisé en pertes en programmant plus fréquemment les réunions du Comité local de contrôle du matériel autorisant la vente de ces biens sur le marché ou pour la récupération des métaux

Améliorer les programmes de formation et les tests de conduite automobile et de sécurité routière pour tous les types de véhicules (légers et lourds, y compris les engins de manutention) afin d'améliorer les compétences des chauffeurs de la Mission et de réduire le nombre des accidents de la circulation

La MINUL a donné la priorité à d'autres formations plus pertinentes que la formation en matière de gestion administrative prévue.

Oui L'Équipe Déontologie et discipline de la MINUL a continué de diffuser par courrier électronique des messages sur la prévention des comportements répréhensibles. Pour mieux faire connaître les dispositifs existants en matière de bonne conduite et de discipline, elle a lancé un certain nombre de produits, notamment des T-shirts indiquant le numéro d'urgence et les adresses électroniques auxquels les comportements répréhensibles peuvent être signalés. Ces produits ont été distribués principalement lors des séances de formation. Par ailleurs, des prospectus et des affiches figurant des messages sous forme de dessins ont été collés dans les endroits les plus fréquentés par la population locale après la formation; les affiches plastifiées rappelant le code de conduite de la MINUL étaient régulièrement remplacées sur les tableaux d'affichage dans les locaux de la Mission, et les coordonnées des points de contact étaient indiquées dans tous les produits diffusés.

L'écoulement du matériel par vente dans le commerce a pris en moyenne 175 jours, contre 193 jours en 2012/13; le produit prévu a donc été exécuté en partie.

L'écoulement du matériel voué à la destruction a pris en moyenne 122 jours, contre 95 jours en 2012/13. Bien que le Comité local de contrôle du matériel se soit réuni plus souvent en 2013/14 (7 fois) qu'en 2012/13 (6 fois), d'autres facteurs, principalement l'absence d'entreprises de destruction de vieux métaux enregistrées, a retardé l'écoulement du matériel.

Oui La MINUL a veillé à ce que tous les membres du personnel qui demandaient un permis de conduire des Nations Unies suivent d'abord une formation, avant de les soumettre au test et de leur accorder le permis.

La formation et le test portent sur tous les types de véhicules légers et lourds.

Lancer des formations internes trimestrielles pour développer les compétences en matière de diagnostic et d'entretien des véhicules, notamment en mettant en œuvre le dispositif d'entretien du parc automobile

Recouvrer les montants des frais afférents à l'utilisation de véhicules de permission auprès des membres du personnel qui les utilisent en dehors du service, conformément aux règles d'utilisation de véhicules de permission

Accroître l'utilisation de caméras de surveillance dans 105 sites de la MINUL pour assurer la sûreté et la sécurité

Procéder à des inspections trimestrielles des lieux de travail pour repérer les pratiques dangereuses en termes de santé et de sécurité dans les différents secteurs

Réaliser de nouvelles enquêtes sur les normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile auprès de tout le personnel recruté sur le plan international, des Volontaires des Nations Unies, des membres de la Police des Nations Unies et des observateurs militaires

### Services

Regrouper les fonctions du service d'appui aux usagers afin de constituer un guichet unique pour l'ensemble de l'appui aux usagers en matière d'informatique et de communications

Par ailleurs, 29 membres des contingents chargés des transports motorisés ont été soumis à des tests de conduite.

Oui Des formations internes ont été assurées par des fonctionnaires qualifiés de l'ONU pendant 3 mois, et 25 mécaniciens ont reçu une formation sur la détection des anomalies ainsi que sur les différents éléments des véhicules et leur fonction.

En outre, 42 mécaniciens et opérateurs ont suivi 2 stages de formation en interne dispensés par des consultants externes.

Oui Les frais afférents à l'utilisation des véhicules de permission en dehors du service ont été recouverts auprès du personnel concerné.

Oui 18 nouvelles caméras de surveillance ont été installées dans 83 sites de la MINUL.

Oui Des inspections trimestrielles des lieux de travail ont été effectuées à Monrovia et 2 inspections ont été menées dans les secteurs.

Oui De nouvelles enquêtes sur les normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile ont été réalisées auprès de tout le personnel.

La plupart des membres du personnel de la MINUL recruté sur le plan international vivent regroupés dans des complexes qui sont régulièrement inspectés, le but étant de s'assurer que les normes de sécurité recommandées sont bien appliquées. Des enquêtes sont également effectuées au cas par cas pour les membres du personnel qui ne vivent pas dans des complexes.

Oui Les fonctions d'intervention, de facturation des appels téléphoniques et de traitement des demandes d'accès du service d'appui aux usagers ont été regroupées. Tous les services d'appui (applications, réseau, serveur) ont été regroupés. Un guichet unique pour tous les

Assurer tous les mois le suivi formel des dépannages pour tous les cas non résolus depuis plus de 6 mois	<p>services en matière d'informatique et de communications a ainsi été constitué.</p> <p>Non En raison de la mise en service du nouveau progiciel de gestion intégré, la MINUL n'a pas été en mesure d'établir la balance chronologique nécessaire au suivi. Cette procédure doit reprendre durant l'exercice 2014/15.</p>
Faire réaliser la connexion au câble sous-marin à fibres optiques afin d'améliorer la liaison Internet du personnel	<p>Oui La MINUL a fait réaliser la connexion au câble sous-marin à fibres optiques, ce qui a porté la capacité de transmission des données de 40 à 70 Mbps.</p> <p>Une des améliorations évidentes est la possibilité de tenir simultanément au moins 2 sessions de visioconférence.</p>
Transférer du personnel de la Section des transports aériens vers des sites régionaux (Zwedru et Harper) afin d'améliorer les prestations de service aux usagers et d'améliorer la sécurité des opérations	<p>Oui 2 membres du personnel de la Section des transports aériens ont été transférés à Zwedru et à Harper, et il n'y a pas eu d'accidents graves en l'air ou au sol impliquant des appareils de la MINUL dans ces 2 secteurs.</p>
Contribuer à la mise en œuvre des normes IPSAS, notamment en réorganisant les processus métier et en actualisant les procédures opérationnelles permanentes de la Mission pour les mettre en conformité avec ces normes, et en organisant une formation pour l'ensemble du personnel affecté aux finances, au budget et à la gestion des biens	<p>Oui Les préparatifs en vue de la mise en œuvre des normes IPSAS ont commencé en 2012, et des formations en ligne ou encadrées par un formateur ont été organisées pour tout le personnel chargé des finances, du budget et de la gestion du matériel.</p> <p>Les processus métier ont été réorganisés de manière globale, mais le personnel de la Mission a reçu une formation sur tous les aspects pointus, notamment la dépréciation, les améliorations locatives et les immobilisations corporelles.</p>
Contribuer à la mise en œuvre du progiciel Umoja, notamment par des analyses de la qualité des données de l'ancien système et le nettoyage de ces données	<p>Oui La qualité des données de l'ancien système a été analysée et ces données ont été nettoyées pour faciliter la mise en œuvre d'Umoja et des normes IPSAS.</p>

## A. Produits d'appui standard

<i>Produits</i>	<i>Prévus pour 2013/14</i>	<i>Exécutés en 2013/14</i>
Déploiement, relève et rapatriement du personnel militaire et de police et administration du personnel civil	Effectif moyen de 133 observateurs militaires, 5 418 membres des contingents (dont 88 officiers d'état-major), 498	L'effectif moyen était de 129 observateurs militaires, 5 506 membres des contingents (dont 83 officiers d'état-major), 463 membres de la Police des Nations Unies,

<i>Produits</i>	<i>Prévus pour 2013/14</i>	<i>Exécutés en 2013/14</i>
	membres de la Police des Nations Unies, 1 265 membres des unités de police constituées, 32 gardiens de prison, et administration de 1 676 membres du personnel civil	1 067 membres des unités de police constituées, et l'administration de 1 538 membres du personnel civil, dont 31 gardiens de prison, a été assurée.
Contrôle du matériel appartenant aux contingents et des services de soutien logistique autonome	Vérification et contrôle d'un effectif moyen de 5 332 membres des contingents et de 1 265 membres des unités de police constituées, de 3 830 articles de matériel majeur et de 23 articles de soutien logistique autonome  319 inspections périodiques et 58 inspections opérationnelles  Présentation au Siège de 245 rapports de vérification du matériel appartenant aux contingents pour faciliter le remboursement des pays fournisseurs de contingents, nécessitant 3 404 journées de travail d'inspection (2 408 pour le personnel civil et 996 pour les officiers d'état-major)  4 lettres de synthèse trimestrielles fournissant un bilan, à l'échelle de toute la Mission, des capacités et de la performance du matériel appartenant aux contingents  2 réunions du Comité de contrôle de la gestion du matériel appartenant aux contingents et des mémorandums d'accord	Un effectif moyen de 5 506 membres des contingents et de 1 067 membres des unités de police constituées a été vérifié et contrôlé. De plus, 3 502 articles de matériel majeur et 23 articles de soutien logistique autonome en moyenne ont été vérifiés.  Objectif atteint.  276 inspections périodiques ou imprévisibles, 55 inspections opérationnelles, 1 inspection à l'arrivée et 4 inspections au départ ont été réalisées.  243 rapports de vérification du matériel appartenant aux contingents ont été établis; ils ont nécessité 2 388 journées de travail d'inspection (1 548 pour le personnel civil et 840 pour les officiers d'état-major).  Les résultats sont inférieurs aux prévisions en raison des changements intervenus dans le rapatriement des troupes, du non-déploiement d'une unité de police constituée, du déploiement tardif d'une autre unité et du transfert d'une troisième unité à la MINUSS.  4 lettres de synthèse trimestrielles fournissant un bilan, à l'échelle de toute la Mission, des capacités et de la performance du matériel appartenant aux contingents ont été établies.  2 réunions ont été organisées.
Contrôle de tout le matériel appartenant à l'ONU	Vérification de tout le matériel appartenant à l'ONU	Tout le matériel a été vérifié.

Produits	Prévus pour 2013/14	Exécutés en 2013/14
Rations	Stockage et distribution de rations pour un effectif moyen de 5 332 membres des contingents et 1 265 membres des unités de police constituées	Des rations pour un effectif moyen de 5 506 membres des contingents et 1 067 membres des unités de police constituées ont été stockées et distribuées.
	Stockage et distribution de rations de combat et d'eau potable pour 14 jours pour un effectif moyen de 5 553 militaires (5 332 membres des contingents, 133 observateurs militaires et 88 officiers d'état-major), 1 795 membres du personnel policier (498 membres de la Police des Nations Unies, 32 gardiens de prison et 1 265 membres des unités de police constituées), 722 civils (485 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 237 Volontaires des Nations Unies) et 95 fonctionnaires recrutés sur le plan national (pour couvrir les besoins essentiels de 10 % du personnel recruté sur le plan national, à savoir 885 agents des services généraux et 69 administrateurs jugés essentiels)	La Mission a maintenu en moyenne une réserve de rations de combat pour 14 jours (50 000 rations) et une réserve d'eau potable pour 20 jours.
Approvisionnement en carburant	Fourniture de 11,3 millions de litres de gazole et d'essence destinés aux groupes électrogènes (en moyenne, 281 appartenant aux Nations Unies et susceptibles d'être utilisés à tout moment, et 241 appartenant aux contingents)	12,1 millions de litres ont été fournis pour les groupes électrogènes (en moyenne, 221 appartenant aux Nations Unies et susceptibles d'être utilisés à tout moment et 261 appartenant aux contingents). Le volume fourni est plus élevé que prévu, le nombre et la capacité des générateurs appartenant aux contingents étant différents des prévisions.
Entretien des locaux	Entretien et remise en état de 69 locaux dans 58 camps utilisés par du personnel militaire et 10 camps utilisés par des membres des unités de police constituées, de 6 locaux utilisés par la Police des Nations Unies et de 14 locaux utilisés par le personnel civil, dans 89 sites.	83 locaux ont été entretenus et remis en état, dont 44 camps utilisés par du personnel militaire, 12 camps utilisés par des membres des unités de police constituées et 27 autres locaux (dont des locaux communs).  Comme la MINUL a poursuivi le retrait des effectifs prévu et a fermé des sites ou en a transféré la responsabilité au Gouvernement libérien, les locaux mentionnés ci-dessus

Produits	Prévus pour 2013/14	Exécutés en 2013/14
Entretien des groupes électrogènes	<p>Réaménagement d'un camp militaire inoccupé afin d'accueillir la dernière unité de police constituée</p> <p>Exploitation, réparation et entretien de 381 groupes électrogènes appartenant à l'ONU stockés ou utilisés dans l'ensemble des sites de la MINUL au Libéria qui ne sont pas raccordés au réseau public d'alimentation en électricité et qui n'ont pas accès aux groupes électrogènes appartenant aux contingents</p>	<p>étaient au nombre de 73 à la fin juin 2014.</p> <p>La différence entre les prévisions et les résultats s'explique par le changement de classification des locaux et des sites.</p> <p>335 groupes électrogènes appartenant à l'ONU stockés ou utilisés dans l'ensemble des sites de la MINUL qui ne sont pas raccordés au réseau public d'alimentation en électricité et qui n'ont pas accès aux groupes électrogènes appartenant aux contingents ont été utilisés, réparés et entretenus.</p> <p>Le résultat est inférieur aux prévisions en raison de la capacité des générateurs et du regroupement des locaux (notamment des entrepôts).</p>
Entretien des bâtiments préfabriqués	<p>Remise en état et entretien d'un total de 1 509 logements préfabriqués appartenant à l'ONU, blocs sanitaires et structures préfabriquées modulaires à parois rigides utilisées sur tous les sites de la MINUL au Libéria</p>	<p>1 390 locaux préfabriqués ont été remis en état et entretenus, notamment des blocs sanitaires, des logements et des structures préfabriquées modulaires à parois rigides utilisés sur tous les sites de la MINUL.</p> <p>En raison de la réduction des effectifs, certains locaux préfabriqués que la MINUL prévoyait d'entretenir ont été transférés au Gouvernement libérien ou comptabilisés en pertes, selon leur état.</p>
Entretien et rénovation des routes	<p>Entretien et réfection de 946 km de routes principales et secondaires</p>	<p>La MINUL a entretenu et rénové 899 km de routes principales et secondaires.</p> <p>Le Ministère des travaux publics a entretenu certaines des routes que la MINUL avait prévu de maintenir en état.</p>
Parc de véhicules	<p>Utilisation et entretien de 1 013 véhicules appartenant à l'ONU, dont des véhicules blindés, des engins de chantier et de manutention et des remorques, dans 10 ateliers situés dans 8 sites (Monrovia, Buchanan, Zwedru, Harper, Tubmanburg, Voinjama, Gbarnga et Greenville), 5 ateliers externes de réparation et d'entretien, ainsi que 1 atelier de tôlerie</p> <p>Fourniture de 8,1 millions de litres d'essence et de gazole</p>	<p>La MINUL a utilisé et entretenu 1 013 véhicules, dont des véhicules blindés, des engins de chantier et de manutention et des remorques.</p> <p>Elle a exploité 9 ateliers dans 8 sites ainsi que 5 ateliers externes de réparation et d'entretien et 1 atelier de tôlerie.</p> <p>Elle a regroupé 2 ateliers au quartier général, ce qui explique qu'il y en ait 1 de moins que prévu.</p> <p>4,6 millions de litres d'essence et de gazole destinés aux transports terrestres ont été</p>

<i>Produits</i>	<i>Prévus pour 2013/14</i>	<i>Exécutés en 2013/14</i>
	destinés à 843 véhicules appartenant à l'ONU et à 1 315 véhicules appartenant aux contingents (à l'exception des remorques et des accessoires qui ne nécessitent pas de carburant)	fournis à 945 véhicules appartenant à l'ONU et à 1 259 véhicules appartenant aux contingents en moyenne. Ce chiffre inférieur aux prévisions s'explique principalement par le non-déploiement d'une unité de police constituée et des véhicules lui appartenant.
Parc d'aéronefs	Utilisation de 3 avions et 14 hélicoptères, dont 11 appareils militaires	3 avions et 14 hélicoptères (dont 3 hélicoptères de combat Mi-24 partagés avec l'ONUCI sur la base d'un remboursement des coûts à égalité) ont été utilisés. En mars 2014, la flotte a été réduite à 12 hélicoptères à la suite du rapatriement de 2 hélicoptères militaires Mi-8, conformément au plan de retrait des effectifs et aux besoins opérationnels.
	Fourniture de 9,1 millions de litres de carburant d'aviation pour le soutien aux opérations aériennes	6,4 millions de litres de carburant d'aviation ont été fournis pour les opérations aériennes. La MINUL s'est procuré 1 729 887 litres supplémentaires à l'extérieur de la Mission. En tout, 8,13 millions de litres ont été utilisés. Ce chiffre est inférieur aux prévisions en raison d'un nombre d'heures de vol moins élevé que prévu (6 489 heures contre 7 998 heures prévues).
Heures de vol	7 998 heures de vol (2 320 pour 3 avions et 5 678 pour 14 hélicoptères), y compris pour assurer un service de navettes aux échelons national et régional pour les passagers et les marchandises, la relève des contingents, les vols spéciaux, l'évacuation des blessés et des malades, la recherche et le sauvetage, les patrouilles de police des frontières et autres vols	6 489 heures de vol (1 940 pour 3 avions et 4 549 pour 14 hélicoptères) ont été réalisées, y compris pour assurer un service de navettes aux échelons national et régional pour les passagers et les marchandises, la relève des contingents, les vols spéciaux, l'évacuation des blessés et des malades, la recherche et le sauvetage, les patrouilles de police des frontières et autres vols. En outre, les avions de la MINUL ont assuré 229 heures de vol, et les hélicoptères 29 heures, pour d'autres missions, moyennant remboursement. Le nombre d'heures de vol des avions est inférieur aux prévisions en raison d'une indisponibilité du Boeing 737 pendant 30 jours et de la modification des temps de service des contingents de la MINUL. Le nombre d'heures de vol des hélicoptères est moins élevé que prévu en raison de besoins logistiques et militaires inférieurs

Produits

Prévus pour 2013/14

Exécutés en 2013/14

		aux prévisions et d'une planification plus rentable et plus efficace des vols logistiques et des vols de reconnaissance.
Installations aéroportuaires	Entretien et réparation de 7 aérodromes, de 8 terminaux et de 35 héliports	6 aérodromes, 7 terminaux et 22 héliports ont été entretenus et réparés. Le nombre d'installations concernées est inférieur aux prévisions compte tenu du retrait des contingents militaires et de la fermeture de certains camps.
Installations médicales	Exploitation et entretien de 2 dispensaires de niveau I appartenant à l'ONU situés à Monrovia, ainsi que de 7 groupes sanitaires de niveau I appartenant à l'ONU, et de 22 postes de secours (dispensaires de niveau I), 2 hôpitaux de niveau II et 1 hôpital de niveau III appartenant aux contingents et situés à Monrovia	2 dispensaires de niveau I appartenant à l'ONU situés à Monrovia et 7 dispensaires de niveau I situés dans les secteurs ont été exploités et entretenus, ainsi que 22 postes de secours, 2 hôpitaux de niveau II et 1 hôpital de niveau III appartenant aux contingents et situés à Monrovia.  L'hôpital de niveau III a été rapatrié en mai 2014.
	Entretien, à l'échelle de toute la Mission, des moyens d'évacuation sanitaire terrestre et aérienne, notamment vers des hôpitaux de niveau IV au Ghana et en Afrique du Sud	Les moyens d'évacuation sanitaire ont été entretenus à l'échelle de toute la Mission, et la MINUL a signé un mémorandum d'accord avec un hôpital de niveau IV situé au Ghana et a utilisé, quand elle en a eu besoin, l'hôpital de niveau V situé en Afrique du Sud, dans le cadre du mémorandum d'accord signé entre cet hôpital et la MONUSCO.
	Gestion d'installations offrant des services confidentiels de conseils sur le VIH/sida et de dépistage volontaire à l'ensemble du personnel de la Mission	La Mission a géré un centre de dépistage et fourni des services de conseils sur le VIH/sida. Le centre est ouvert à tout le personnel de la Mission.
	Organisation de sessions de sensibilisation au VIH/sida et à sa prévention, obligatoires pour toutes les catégories de personnel	26 séances d'information ont été organisées pour tous les nouveaux membres du personnel. En outre, 30 séances de formation à la communication avec le public ont été organisées pour 2 830 membres du personnel.
Organisation d'un stage d'éducation par les pairs pour 20 personnes sélectionnées parmi le personnel des Forces armées du Libéria, de la Police nationale libérienne, du Bureau de	20 membres des services de sécurité du Libéria ont assisté à des stages de remise à niveau des formateurs.  L'éducation par les pairs du personnel recruté sur le plan national a été achevée les années précédentes et toute formation est	

	l'administration pénitentiaire et du Bureau de l'immigration et de la naturalisation, et formation de 20 membres du personnel recruté sur le plan national aux techniques de facilitation	désormais organisée par les membres du personnel qui ont déjà été formés.
Exploitation et entretien d'un réseau de communications	Exploitation et entretien d'un réseau de communications radio VHF/HF composé de 75 répéteurs et émetteurs HF et VHF, de 3 124 appareils radio VHF/UHF portables et de 98 bases radios VHF dans l'ensemble de la zone d'opérations de la MINUL pour assurer un taux de disponibilité supérieur à 99,95 % (4,4 heures d'indisponibilité par an)	76 répéteurs et émetteurs VHF/HF, 3 123 appareils radio VHF/UHF portables et 98 bases radios VHF ont été utilisés et entretenus dans l'ensemble de la zone d'opérations de la MINUL.  Le taux de disponibilité a été de 99,95 % (4,4 heures d'indisponibilité par an).
	Exploitation et entretien de 1 station terrestre principale et de 26 microterminaux VSAT pour appuyer les communications téléphoniques internationales et entre missions et le stockage des données pour des applications essentielles et des services Internet en cas de défaillance du fournisseur d'accès à Internet, avec un taux de disponibilité de 99,95 %	1 station de communications par satellite et 26 microterminaux VSAT ont été exploités et entretenus.  Le taux de disponibilité a été de 99,3 %.  Les résultats sont inférieurs aux prévisions en raison de coupures de courant.
	Exploitation et entretien d'un réseau téléphonique composé de 35 centraux téléphoniques, 952 téléphones portables, 94 téléphones par satellite Thuraya et 24 téléphones par satellite BGAN. Taux de disponibilité supérieur à 99,95 %	35 centraux téléphoniques, 1000 téléphones portables (1000 cartes SIM) et 114 téléphones par satellite (94 téléphones Thuraya et 20 téléphones BGAN) ont été utilisés.  Le taux de disponibilité a été supérieur à 99,95 %.
	Exploitation et entretien de 72 liaisons hertziennes (144 terminaux) et de 60 radios numériques à bande étroite (Aprisa) (120 terminaux) permettant d'assurer une attribution et une gestion efficaces de la largeur de bande	72 liaisons hertziennes et 64 radios numériques à bande étroite (124 terminaux) ont été utilisés et entretenus.

Produits

Prévus pour 2013/14

Exécutés en 2013/14

	Mise en place d'un antivirus	Tous les serveurs et les clients sont maintenant protégés par la version la plus récente d'un logiciel antivirus.
Données et cartes géographiques	Préparation et organisation de 4 séances de formation de 2 jours consacrées au GPS, au GIS et à la cartographie pour 60 membres du personnel de l'ONU et du Gouvernement	La formation en 4 séances de 2 jours, qui est plus spécialisée que la formation habituellement organisée pour tous les nouveaux membres du personnel de l'ONU, n'a pas été organisée compte tenu d'une faible demande.
	Élaboration, mise à jour et distribution de 3 840 cartes opérationnelles, thématiques et satellites et de cartes en ligne, et fourniture de services géospatiaux destinés à appuyer les opérations de la Mission. Fourniture de services de cartes en ligne reposant sur Google Earth et ArcGIS (logiciel de l'Institut de recherche pour l'environnement)	4 805 cartes de toutes les catégories ont été élaborées et distribuées. Ce chiffre est sensiblement supérieur aux prévisions en raison d'une demande plus forte que prévue de cartes s'expliquant par les changements intervenus dans la Mission à la suite du retrait et de la restructuration des effectifs.
	Fourniture de données géospatiales couvrant 890 954 km <sup>2</sup> , soit 80 % de la surface du pays, aux fins des opérations de la Mission	Objectif atteint.
	Préparation et organisation de 15 séances de formation consacrées au GPS, au GIS et à la cartographie pour des observateurs militaires et des officiers d'état-major des Nations Unies	15 séances de formation d'une demi-journée consacrées au GPS (collecte de données), au GIS et à la cartographie ont été organisées à l'intention des observateurs militaires et des officiers d'état-major.
Informatique	Exploitation et maintenance du réseau de la MINUL assurés afin que les usagers puissent accéder aisément aux données, d'où qu'ils se trouvent, grâce à un réseau privé virtuel, le réseau devant être disponible plus de 99,5 % du temps (44 heures d'indisponibilité par an)	Les usagers peuvent accéder au réseau de la MINUL d'où qu'ils se trouvent grâce à un réseau privé virtuel.  Le taux de disponibilité a été supérieur à 99,5 % (44 heures d'indisponibilité par an).
	Activités d'exploitation, d'assistance et de maintenance visant à assurer des liaisons terrestres à haut débit avec 80 % des sites, soit 95 % des	Les liaisons terrestres à haut débit sont assurées avec 60 % des sites de la MINUL, soit 94 % des utilisateurs.  Les autres utilisateurs sont connectés grâce à

<i>Produits</i>	<i>Prévus pour 2013/14</i>	<i>Exécutés en 2013/14</i>
	utilisateurs, avec un taux de disponibilité de 99,5 %	des liaisons par satellite. Le taux de disponibilité a été de 99,5 %.
	Activités d'exploitation, d'assistance et de maintenance visant à assurer 2 liaisons Internet pour le Libéria et le sud-est du Libéria, via le câble sous-marin à fibres optiques de la Côte d'Ivoire, avec un taux de disponibilité de 99,5 %	Un point d'atterrage de câble sous-marin à fibres optiques a été installé à Monrovia pour assurer une connexion à Internet de 70 Mo/s. La connexion terrestre via la Côte d'Ivoire a été suspendue.
	Activités d'exploitation, d'assistance et de maintenance relatives aux centres informatiques de manière à garantir une disponibilité élevée (99,95 %) de ces centres et des applications qu'ils hébergent	La Mission a assuré un taux de disponibilité de 99,95 % des centres informatiques et des applications qu'ils hébergent.
	Activités d'exploitation, d'assistance et de maintenance relatives au matériel informatique des utilisateurs finals (706 ordinateurs portables, 1 131 ordinateurs de bureau, 58 serveurs, 211 imprimantes, 10 réseaux locaux et 1 réseau étendu)	706 ordinateurs portables, 1 131 ordinateurs de bureau, 26 serveurs physiques, 167 imprimantes, télécopieurs et expéditeurs numériques en réseau, 10 réseaux locaux et 1 réseau étendu ont été utilisés et entretenus. Le nombre d'imprimantes a diminué après que la MINUL a installé des imprimantes SafeCom qui se trouvent dans les couloirs et sont utilisées par plusieurs sections différentes. En outre, la Mission utilise davantage de serveurs virtuels, ce qui a entraîné une réduction du nombre de serveurs physiques.

## **B. Produits propres à la Mission, non standard ou spécialisés**

<i>Produit</i>	<i>Prévision 2013/14</i>	<i>Réalisation 2013/4</i>
Déploiement, relève et rapatriement du personnel militaire et de police et administration du personnel civil	Rapatriement de 1 bataillon d'infanterie, 1 compagnie du génie, 1 hôpital militaire de campagne de niveau II et 2 postes de commandement de brigades, soit 1 018 soldats, 249 véhicules et 63 conteneurs maritimes	Le personnel militaire a été réduit à la suite du rapatriement de 1 bataillon d'infanterie, de 1 compagnie du génie, de 1 hôpital de niveau III au lieu de l'hôpital de niveau II prévu, et de 1 poste de commandement de brigade, représentant au total 1 204 soldats, 220 véhicules et 61 conteneurs maritimes

Produit

Prévision 2013/14

Réalisation 2013/4

		La différence entre le nombre de membres des contingents et de matériel appartenant aux contingents rapatriés a deux explications : d'une part, l'hôpital rapatrié était de niveau III et non de niveau II comme prévu; d'autre part, la compagnie de génie rapatriée est différente de celle qui avait été prévue initialement. En outre, seul 1 poste de commandement de brigade a été rapatrié au 30 juin, le deuxième devant l'être au 31 juillet.
	Opérations de relève sur zone dans les régions frontalières vulnérables pour remplacer les unités rapatriées par 1 bataillon d'infanterie, soit 700 soldats, 53 véhicules et 12 conteneurs maritimes	1 bataillon d'infanterie (700 soldats, 53 véhicules et 12 conteneurs maritimes) et 1 hôpital de niveau II (70 militaires, 15 véhicules et 28 conteneurs maritimes) ont été déplacés pour remplacer les unités rapatriées
	Réception, regroupement, intégration et acheminement vers l'avant de la dernière unité de police constituée, soit 140 membres et l'ensemble du matériel	La MINUL a reçu une nouvelle unité de police constituée (140 membres et l'ensemble du matériel) en octobre 2013, mais la dernière unité de police constituée n'a pas été déployée du fait des modifications apportées au cours de l'année
Matériel appartenant aux contingents et soutien logistique autonome (phase de transition)	Rapatriement de matériel appartenant aux contingents de 2 pays fournisseurs	Le rapatriement du matériel appartenant aux contingents de 3 pays fournisseurs a été mené à bien. Le nombre de matériel à rapatrier et de pays fournisseurs de contingents a changé par rapport aux prévisions initiales.
Installations et infrastructures	Poursuite des services d'assainissement, y compris le ramassage et l'enlèvement des ordures, dans 89 sites de la MINUL au Libéria	Des services d'assainissement, dont le ramassage des ordures, ont été fournis dans l'ensemble des 83 sites de la MINUL.
	Exploitation et entretien de 36 stations de traitement des eaux sur 28 sites de la MINUL qui ne sont pas reliés au réseau public d'adduction d'eau et qui n'ont pas accès à des stations d'épuration appartenant aux contingents	36 stations de traitement des eaux sur 28 sites de la MINUL ont été exploitées et entretenues.
	52 inspections environnementales par an (13 par trimestre) pour	52 inspections environnementales de nature différente ont été menées :

<i>Produit</i>	<i>Prévision 2013/14</i>	<i>Réalisation 2013/4</i>
	vérifier le respect des politiques et directives environnementales s'appliquant aux missions	19 inspections environnementales de référence 7 inspections ponctuelles 15 inspections initiales et finales de sites évacués 11 inspections ponctuelles portant sur l'élimination des déchets médicaux
	Exploitation et entretien de 7 stations de traitement des eaux usées	7 stations de traitement des eaux usées ont été exploitées et entretenues.
	Forage de 2 puits pour fournir de l'eau aux troupes	2 puits ont été forés.
Transports terrestres	Exploitation d'un service quotidien de navettes pour 1 000 passagers par jour, 5 jours par semaine et au besoin pendant le week-end, à l'intention du personnel civil et des membres de la police, des observateurs militaires et des officiers d'état-major des Nations Unies entre leurs lieux d'hébergement et les installations/locaux de la Mission	Un service quotidien de navettes a été assuré pour 1 000 passagers par jour, 5 jours par semaine et au besoin pendant le week-end, entre les lieux d'hébergement et les bureaux et entre les installations des Nations Unies, à l'intention du personnel civil et des membres de la police, des observateurs militaires et des officiers d'état-major.
Information du public sur la réforme du secteur de la sécurité/campagne d'information destinée à appuyer le secteur de la sécurité en faisant connaître les mesures de stabilisation des conditions de sécurité au Libéria, les progrès réalisés dans les domaines de la sécurité, du rétablissement de l'ordre public et du renforcement des capacités opérationnelles de la Police nationale libérienne	Les produits relatifs à l'information du public sont désormais comptabilisés comme faisant partie des composantes opérationnelles, conformément aux recommandations du Bureau des services de contrôle interne	
Campagne d'information destinée à appuyer le renforcement de l'autorité publique dans tout le pays/campagne d'information destinée à faire connaître et	Voir plus haut	

Produit

Prévision 2013/14

Réalisation 2013/4

favoriser les progrès du pays sur la voie de la consolidation de la paix/stratégie de réduction de la pauvreté/appui à l'amélioration de la situation humanitaire

Campagne d'information visant à appuyer l'amélioration de la situation humanitaire au Libéria/campagne d'information visant à faire connaître et favoriser les progrès du pays sur la voie de la paix

Voir plus haut

Campagne d'information visant à faciliter la réadaptation des personnes touchées par la guerre et leur réinsertion dans les communautés d'accueil/rapport sur les progrès réalisés en matière d'état de droit et de respect des droits de l'homme

Voir plus haut

Services de sécurité

Services de sécurité assurés 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 aux 186 postes de garde de toutes les installations de la MINUL situées dans les 15 comtés du Libéria. Dans certains sites de la Mission, à la suite du retrait des troupes, la protection du matériel et du personnel des Nations Unies devra être assurée par des agents de sécurité

Des services de sécurité ont été assurés à 122 postes de garde dans les régions et 80 postes de garde à Monrovia.

Le nombre de postes de garde a augmenté en raison de la nécessité pour les agents de sécurité de remplacer les contingents rapatriés.

Protection rapprochée

Services de protection rapprochée fournis 24 heures sur 24 au Représentant spécial du Secrétaire général et à toutes les personnalités en visite ayant au moins rang de sous-secrétaire général

Des services de protection rapprochée ont été fournis 24 heures sur 24 au Représentant spécial du Secrétaire général et à toutes les hautes personnalités en visite.

Plan de sécurité et évaluation des risques pour la sécurité

Mise à jour semestrielle du plan de sécurité et 2 évaluations annuelles des risques pour la sécurité

L'évaluation des risques en matière de sécurité et le plan de sécurité de pays ont été mis à jour une fois au cours de l'année.

		Les règles du Département de la sûreté et de la sécurité prévoient que les plans de sécurité et les évaluations des risques pour la sécurité soient actualisés tous les ans ou immédiatement après des changements intervenus dans les conditions de sécurité opérationnelle ou les programmes s'y rapportant. Compte tenu de la situation, la MINUL a procédé à un examen pour chacun des produits.
Plan de coordination en cas d'urgence	Formation de personnes relais pour les questions de sécurité et organisation, deux fois par an, d'un exercice de regroupement, d'évacuation et de réinstallation	Des personnes relais pour les questions de sécurité ont été formées et un exercice de regroupement, d'évacuation et de réinstallation pour les observateurs militaires, les policiers des Nations Unies et l'ensemble du personnel a été organisé deux fois par an à différents moments dans chacune des régions du Libéria. La MINUL dispose d'une base de données sur les personnes relais qu'elle actualise et teste régulièrement.
Normes minimales de sécurité opérationnelle et normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile propres à chaque pays	Mise à jour annuelle de l'enquête sur les normes minimales de sécurité opérationnelle et les normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile propres à chaque pays	La mise à jour a été effectuée.
Services médicaux	Évacuations sanitaires d'urgence de membres du personnel de la MINUL au sein de la zone de la Mission ou en dehors, le cas échéant	Réalisé. La MINUL a procédé à 20 évacuations sanitaires : 14 à l'extérieur de la zone de la Mission et 6 à l'intérieur de la zone la Mission.
	Services de dépistage du VIH, avec notamment la fourniture d'un traitement post-exposition	Des trousse de prophylaxie post-exposition ont été mises à disposition dans 3 hôpitaux de niveau II appartenant aux contingents, dans 2 dispensaires de niveau I appartenant à l'ONU, ainsi qu'au centre de dépistage du VIH/sida au quartier général de la MINUL.
Programmes de formation en matière de sécurité	Séances de formation biannuelles portant sur les armes à feu pour 65 agents des services de sécurité recrutés sur le plan international, et formation portant sur des armes moins létales pour 167 membres du personnel recruté sur le plan	Armes à feu : 109 fonctionnaires internationaux formés; armes moins létales : 20 fonctionnaires internationaux et 52 fonctionnaires nationaux formés; engins explosifs improvisés et contrôle de sécurité : 25 fonctionnaires internationaux et 84 fonctionnaires nationaux formés;

Produit	Prévision 2013/14	Réalisation 2013/4
	national. Formation portant sur les engins explosifs improvisés à l'intention de 70 membres du personnel recruté sur le plan international ou national chargés de l'accès aux points de contrôle. Formation de 35 membres du personnel recruté sur le plan national aux interventions en cas d'urgence et en cas d'incendie, et de 25 membres du personnel recruté sur le plan international à l'utilisation de la trousse médicale d'intervention d'urgence	activités de surveillance hostile : 62 fonctionnaires internationaux et 166 fonctionnaires nationaux formés; premiers secours : 6 fonctionnaires internationaux et 68 fonctionnaires nationaux formés; protection rapprochée : 4 fonctionnaires internationaux formés; intervention en cas d'incendie (sensibilisation et formation à l'utilisation des extincteurs) : 302 fonctionnaires nationaux formés  Les chiffres indiqués ci-dessus correspondent aux besoins de la Mission.
Transports maritimes	Exploitation de 1 cargo côtier  Stockage et fourniture de 500 000 litres de carburant pour transports maritimes	Un navire a été exploité.  680 000 litres de carburant pour transports maritimes ont été fournis.

### III. Exécution du budget

#### A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014.)

Category	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
<b>Militaires et personnel de police</b>				
Observateurs militaires	7 050,0	7 159,3	(109,3)	(1,6)
Contingents	164 032,0	162 751,3	1 280,7	0,8
Police des Nations Unies	24 970,5	25 064,3	(93,8)	(0,4)
Unités de police constituées	36 278,6	30 209,5	6 069,1	16,7
<b>Total partiel</b>	<b>232 331,1</b>	<b>225 184,4</b>	<b>7 146,7</b>	<b>3,1</b>
<b>Personnel civil</b>				
Personnel recruté sur le plan international	92 822,8	87 612,9	5 209,9	5,6
Personnel recruté sur le plan national	17 009,1	17 887,0	(877,9)	(5,2)
Volontaires des Nations Unies	11 744,6	11 755,6	(11,0)	(0,1)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	9,0	17,6	(8,6)	(95,6)
Personnel fourni par des gouvernements	1 540,7	1 614,5	(73,8)	(4,8)
<b>Total partiel</b>	<b>123 126,2</b>	<b>118 887,6</b>	<b>4 238,6</b>	<b>3,4</b>
<b>Dépenses opérationnelles</b>				
Observateurs électoraux civils	-	-	-	-

Category	Écart			
	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4) = (3)/(1)	
Consultants	673,3	519,5	153,8	22,8
Voyages	1 974,3	1 826,6	147,7	7,5
Installations et infrastructures	34 803,8	29 041,7	5 762,1	16,6
Transports terrestres	13 992,2	11 405,9	2 586,3	18,5
Transports aériens	48 538,9	41 753,8	6 785,1	14,0
Transports maritimes ou fluviaux	3 143,0	3 091,0	52,0	1,7
Communications	6 170,6	4 312,9	1 857,7	30,1
Informatique	4 785,8	4 501,0	284,8	6,0
Santé	1 058,1	568,3	489,8	46,3
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériels divers	4 679,7	5 778,3	(1 098,6)	(23,5)
Projets à effet rapide	1 000,0	974,3	25,7	2,6
<b>Total partiel</b>	<b>120 819,7</b>	<b>103 773,3</b>	<b>17 046,4</b>	<b>14,1</b>
<b>Total brut</b>	<b>476 277,0</b>	<b>447 845,3</b>	<b>28 431,7</b>	<b>6,0</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	9 500,4	9 698,9	(198,5)	(2,1)
<b>Total net</b>	<b>466 776,6</b>	<b>438 146,4</b>	<b>28 630,2</b>	<b>6,1</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	52,8	52,8	—	—
<b>Total</b>	<b>476 329,8</b>	<b>447 898,1</b>	<b>28 431,7</b>	<b>6,0</b>

<sup>a</sup> Dont un montant de 52 800 dollars versé par l'Allemagne.

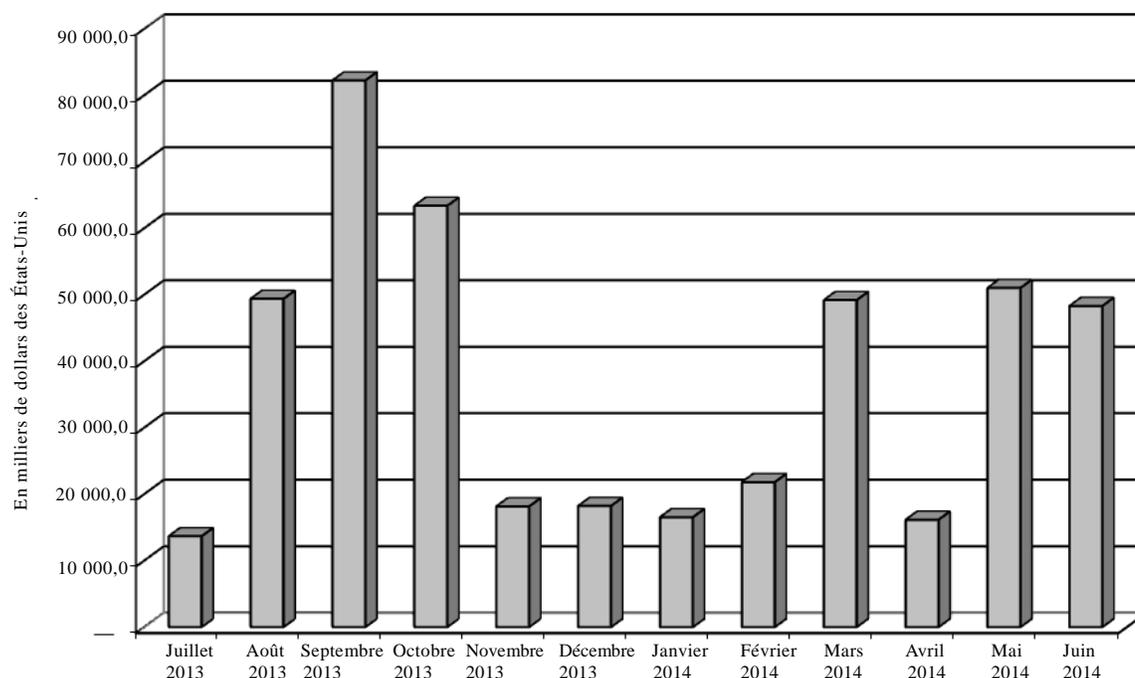
## B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Répartition initiale du montant approuvé	Montant réaffecté	Répartition révisée
I. Militaire et personnel civil	232 331,1	(1 755,0)	230 576,1
II. Personnel civil	123 126,2	—	123 126,2
III. Dépenses opérationnelles	120 819,7	1 755,0	122 574,7
<b>Total</b>	<b>476 277,0</b>	<b>—</b>	<b>476 277,0</b>
Pourcentage de réaffectation			<b>0,3</b>

51. Les ressources réaffectées de la catégorie Militaires et personnel de police proviennent principalement de la rubrique Fournitures, services et matériels divers.

### C. Évolution des dépenses mensuelles



52. Les deux pics de dépenses constatés aux mois de septembre et d'octobre 2013 s'expliquent principalement par la hausse des engagements et des décaissements au titre du remboursement des pays fournisseurs de contingents pour les services fournis et le matériel utilisé par les contingents et les unités de police constituées, les opérations aériennes, le matériel appartenant aux contingents, le soutien logistique autonome et la majorité des achats au titre du matériel et des véhicules.

### D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	837,0
Recettes diverses ou accessoires	1 691,0
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	–
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	2 572,8
<b>Total</b>	<b>5 100,8</b>

## E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
<b>Matériel majeur</b>	
Contingents	24 565,4
Unités de police constituées	5 312,9
<b>Total partiel</b>	<b>29 878,3</b>
<b>Soutien logistique autonome</b>	
Contingents	21 741,9
Unités de police constituées	3 761,1
<b>Total partiel</b>	<b>25 503,0</b>
<b>Total</b>	<b>55 381,3</b>

<i>Facteurs applicables à la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
<b>A. Facteurs applicables à la zone de la Mission</b>			
Contraintes du milieu	1,80	1 <sup>er</sup> novembre 2008	Septembre/octobre 2008
Usage opérationnel intensif	1,30	1 <sup>er</sup> novembre 2008	Septembre/octobre 2008
Actes d'hostilité ou abandon forcé	0,60	1 <sup>er</sup> novembre 2008	Septembre/octobre 2008
<b>B. Facteurs applicables au pays d'origine</b>			
Différentiel de transport	0,0-5,0		

## F. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut des forces <sup>a</sup>	2 712,2
Contributions volontaires en nature	–
<b>Total</b>	<b>2 712,2</b>

<sup>a</sup> Y compris la valeur locative des locaux mis à la disposition de la Mission par le Gouvernement et les droits et taxes sur les transports aériens pour lesquels la MINUL bénéficie d'une exemption.

#### IV. Analyse des écarts<sup>1</sup>

	<i>Écart</i>	
<b>Observateurs militaires</b>	(109,3)	(1,6 %)

53. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le fait que le coût moyen effectif par voyage (aller simple) a été de 2 750 dollars, contre 1 970 dollars prévu dans le budget, en raison de l'augmentation du prix des billets d'avion au cours de la période considérée. Ce dépassement a été en partie compensé par une sous-utilisation des crédits, le nombre d'observateurs militaires déployés et rapatriés (243) ayant été inférieur aux prévisions (258) en raison de la prolongation du temps de service de certains observateurs au cours de la période considérée.

	<i>Écart</i>	
<b>Contingents</b>	1 280,7	0,8 %

54. Le solde inutilisé s'explique par le fait que les dépenses au titre du matériel appartenant aux contingents et du soutien logistique autonome ainsi que les dépenses connexes au titre du coût du transport et du déploiement du matériel appartenant aux contingents ont été inférieures aux prévisions en raison principalement du rapatriement d'un hôpital de niveau III et du fait que certains contingents n'étaient pas pleinement autonomes sur le plan logistique. La sous-utilisation tient également au fait que les prix du marché au titre du déploiement du matériel appartenant aux contingents des pays fournisseurs de contingents ont été inférieurs aux prévisions. La sous-utilisation a été en partie effacée par le fait que les dépenses au titre du remboursement aux pays fournisseurs de contingents ont été plus élevées que prévu parce que le coefficient de déploiement effectif a été inférieur aux prévisions (0,4 % contre 2 %) et que les frais de voyage (déploiement, relève et rapatriement) ont été plus élevés que prévu, le nombre de rapatriements ayant été supérieur aux prévisions.

	<i>Écart</i>	
<b>Unités de police constituées</b>	6 069,1	16,7 %

55. La sous-utilisation tient au fait que l'effectif moyen sur 12 mois des unités de police constituées (1 067) a été inférieur au nombre prévu (1 265) en raison du non-déploiement d'une unité. Le solde inutilisé s'explique également par le fait que l'une des unités de police constituées est arrivée en octobre 2013 et non en juin 2013 comme prévu initialement dans le budget.

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan international</b>	5 209,9	5,6 %

56. Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que le taux moyen de vacance de postes a été supérieur à la prévision initiale (12,8 % contre 9 %).

<sup>1</sup> Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent  $\pm 5$  % ou 100 000 dollars.

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan national</b>	(877,9)	(5,2 %)

57. Les dépenses supplémentaires s'expliquent essentiellement par le fait que les versements effectués au titre des traitements et des contributions du personnel, pour les administrateurs recrutés sur le plan national et les agents des services généraux recrutés sur le plan national, ont été plus élevés que prévu pendant la période considérée. Les versements réalisés ont été équivalents à l'échelon IX de la classe B du barème des traitements des administrateurs recrutés sur le plan national et à l'échelon VI de la classe 4 du barème des traitements des agents locaux, alors que les montants prévus dans le budget avaient été calculés sur la base de l'échelon VII de classe B et de l'échelon V de la classe 4, respectivement. En outre, il n'était pas tenu compte dans le budget de l'augmentation du traitement des administrateurs recrutés sur le plan national, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel temporaire (autre que pour les réunions)</b>	(8,6)	(95,6 %)

58. Le léger dépassement des crédits est imputable au fait que les dépenses liées au remplacement des fonctionnaires en congé de maternité au cours de la période considérée ont été plus élevées que prévu.

	<i>Écart</i>	
<b>Consultants</b>	153,8	22,8 %

59. Le solde inutilisé sous cette rubrique s'explique essentiellement par le fait que le nombre de stages de formation dans la zone de la Mission dispensés par des consultants a été moins élevé que prévu, les activités de formation liées au projet Umoja ayant été assurées par des formateurs de la Mission.

	<i>Écart</i>	
<b>Voyages</b>	147,7	7,5 %

60. Le solde inutilisé s'explique principalement par une diminution du nombre de voyages entrepris par les militaires et le personnel de police, en particulier pour les réunions de liaison au sein de la région, pour les voyages autre que pour la formation. Les voyages dans la région ayant été essentiellement tributaires des conditions de sécurité, sur les 101 voyages prévus au cours de la période considérée, seuls 60 ont été jugés nécessaires et ont eu lieu en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire.

	<i>Écart</i>	
<b>Installations et infrastructures</b>	5 762,1	16,6 %

61. Le solde inutilisé s'explique par l'annulation de certains projets d'aménagement et de rénovation à la suite de la prise en charge par les autorités locales de certains travaux de rénovation de l'infrastructure routière et de l'entretien de l'aérodrome de l'aéroport international Roberts. La sous-utilisation est également

imputable à l'annulation de la sous-traitance de services et de projets de construction prévus (construction de sanitaires, abris pour groupes électrogènes, séparateurs huile-eau, peinture du quartier général régional, réparation des fuites dans le toit des entrepôts, etc.), en raison de l'absence de prestataires viables à même de fournir les services requis.

62. Le solde inutilisé tient également à l'annulation de l'achat de matériel, de fournitures et de pièces de rechange et à l'utilisation des stocks existants, la MINUL ayant regroupé les fonctions l'entreposage, exerçant un contrôle strict sur les stocks et ne conservant que six mois de stocks.

63. En outre, le retard dans l'achat de pièces de rechange et de services d'étalonnage est également imputable à la sous-utilisation constatée sous cette rubrique.

	<i>Écart</i>	
<b>Transports terrestres</b>	2 586,3	18,5 %

64. Le solde non utilisé résulte principalement du fait que l'achat des 59 véhicules légers de transport de passagers a été moins coûteux que prévu et de l'annulation de l'achat d'un chariot-tracteur en raison d'un nouveau contrat prévoyant que le prestataire de services de manutention au sol fournisse également des services de tracteur. La sous-utilisation tient également au retard intervenu dans l'achat de pièces de rechange pour véhicules et au fait que la consommation de carburant a été moindre que prévu en raison du retard dans le déploiement des membres des unités de police constituées.

	<i>Écart</i>	
<b>Transports aériens</b>	6 785,1	14,0 %

65. Le solde inutilisé est essentiellement imputable au fait que le nombre d'heures de vol a été inférieur aux prévisions, que 2 hélicoptères militaires ont été rapatriés plus tôt que prévu et que les coûts de location et d'exploitation des hélicoptères ont été moindres que prévu, au fait que les besoins en carburant d'aviation et les droits d'atterrissage ont été inférieurs aux prévisions en raison de l'optimisation de la planification et de la gestion des vols, et au fait que les besoins logistiques et militaires ont été moindres que prévu. La sous-utilisation générale est en partie compensée par le fait que les dépenses de fonctionnement liées à la location d'avions ont été supérieures aux prévisions en raison de la signature d'un nouveau contrat portant sur un B-737.

	<i>Écart</i>	
<b>Communications</b>	1 857,7	30,1 %

66. Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que les dépenses au titre de l'information ont été moindres que prévu en raison : a) de la réduction des services pour la production d'émissions radiophoniques, les stations de radio locales, la couverture vidéo et les annonces dans la presse; b) de l'absence de dépenses au titre de la fourniture de services Internet exclusifs, des services à haut

débit plus rapides ayant été fournis à la Mission par la Section des communications et de l'informatique; c) du fait que le coût unitaire effectif au titre des services d'impression pour la publication de UN Focus a été inférieur aux prévisions (1,10 dollar au lieu de 2,15 dollars).

67. La sous-utilisation tient également à l'annulation de l'achat de radios portatives, les radios récupérées des contingents rapatriés étant en bon état et ayant été réutilisées, ainsi qu'à l'annulation du remplacement d'un émetteur-récepteur satellite, celui d'une mission terminée, le BINUCSIL, ayant été récupéré.

68. Par ailleurs, le solde inutilisé est également dû à la non-acquisition de pièces de rechange pour les radios à micro-ondes, un nouveau contrat portant sur la fourniture d'une liaison louée via fibre optique et non par liaison radio à micro-ondes ayant été conclu.

	<i>Écart</i>	
<b>Informatique</b>	284,8	6,0 %

69. Le solde inutilisé s'explique principalement par l'annulation de l'achat d'un logiciel de gestion de serveurs en raison de la centralisation des services à Valence (Espagne). La sous-utilisation tient également à l'annulation de l'achat d'un logiciel Bluecoat en raison du retard intervenu dans la finalisation du contrat-cadre pour le produit.

70. En outre, au cours de la période considérée, les dépenses au titre des pièces de rechange ont été moindres que prévu, les ordinateurs de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste, le matériel d'infrastructure de bureau virtuel de la MINUSMA et des pièces de rechange récupérées sur les ordinateurs retirés du service ayant été utilisés.

	<i>Écart</i>	
<b>Santé</b>	489,8	46,3 %

71. La sous-utilisation des crédits a deux explications : a) le nombre de membres du personnel de la Mission devant être hospitalisés à l'extérieur de la zone de la Mission a été moins élevé que prévu; b) les dépenses au titre des évacuations sanitaires aériennes ont été inférieures aux prévisions, la MINUL ayant pu assurer toutes ses évacuations sanitaires à l'aide de ses propres moyens au cours de la période considérée. Le solde inutilisé est également imputable à l'annulation de l'achat de fournitures médicales, les stocks existants ayant été utilisés.

	<i>Écart</i>	
<b>Fournitures, services et matériels divers</b>	(1 098,6)	(23,5 %)

72. Les dépenses non prévues sous cette rubrique sont imputables au paiement de frais de transport liés à l'achat de véhicules ainsi que d'essence, de carburants et de lubrifiants, de fournitures et matériel de communication, de matériel informatique, de fournitures médicales et de matériel du génie, constatées à cette rubrique en raison du passage au nouveau plan comptable, tandis que les frais d'expédition liés à ces achats ont été comptabilisés aux rubriques transports terrestres,

---

communications, informatique, santé et installations et infrastructures, respectivement.

## **V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre**

**73. En ce qui concerne le financement de la MINUL, il conviendrait que l'Assemblée générale :**

**a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2013 au 30 juin 2014, soit 28 431 700 dollars;**

**b) Se prononce sur l'affectation des autres recettes et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2014, soit 5 100 800 dollars, provenant des intérêts créditeurs (837 000 dollars), des recettes diverses ou accessoires (1 691 000 dollars) et des ajustements sur exercices antérieurs (2 572 800 dollars).**